

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 12 - LUNDI 13 MARS 1978 - N°653

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

● D'Estaing de Chanonat

Platanes, village, château... Valéry Giscard d'Estaing aime décidément placer ses interventions «historiques» sous le signe du gentilhomme campagnard pour dicter une troisième fois le «bon choix» aux Français, il a choisi de parler depuis sa propriété familiale, le château de Chanonat dans le Puy-de-Dôme.

Faut-il y voir le désir de paraître «au dessus des partis»? Ou des souvenirs lointains du monarque qui rendait la justice sous son chêne?

De Gaulle a fait école : ses deux pâles successeurs ont retenu pour leçon que celui qui parle le dernier peut parfois avoir raison. Giscard l'hésitant parlera donc samedi soir. Mais on connaît déjà depuis longtemps tout ce qu'il a à dire ; il est peu probable que son discours, si bien pesé soit-il, soit de beaucoup de poids dans la balance électorale.

SCRUTIN TRUQUÉ

Truquées, les élections le seront aussi longtemps que la classe au pouvoir sera la bourgeoisie. Mais celles de dimanche le sont particulièrement, et de divers points de vue.

Le trucage, c'est d'abord l'affaire qui a éclaté, du vote des «Français de l'étranger», étrangement manipulé, et qui donne lieu actuellement à une série de procès qui ne sont

même pas finis au moment où s'ouvrent les bureaux de vote.

Mais plus encore, il y a la manière dont, cette fois-ci, les états-majors vont se servir lundi, et dans les semaines à venir, des suffrages qu'ils auront obtenus. C'est, à gauche, le PCF qui aura refusé, jusqu'à la dernière minute, d'indiquer exactement les conditions dans lesquelles, probablement, il se désistera pour le PS : ceux de ses militants qui, aujourd'hui,

croient encore à l'absence de concessions à la social-démocratie, risquent de se trouver bien déçus.

Mais c'est aussi le Parti socialiste qui, après s'être redonné à bon compte un visage de gauche par la signature du Programme commun, s'arrange aujourd'hui pour éviter de se prononcer sur la politique qu'il mènera demain. A droite, le tableau n'est pas plus reluisant : tandis que le RPR prétend qu'il croit à la victoire de la «majorité», il se prépare en fait à jouer les «recours» contre la gauche, et les giscardiens, en toute solidarité «majoritaire», préparent les combinaisons socialo-centristes d'après-demain.

Trucage, bien plus grave sur le fond. Car, si le résultat de dimanche, comme il est probable, donne une avance à la gauche, ce sera un chèque sans provision qu'elle aura fait accepter à des millions de travailleurs. Au delà de leurs divergences, PS et PCF ne sont en effet disposés ni l'un ni l'autre à réaliser les changements auxquels ceux-ci aspirent profondément ; ils veulent au contraire gérer la crise chacun à leur manière.

Dans ce flot de tromperies, la possibilité aura été donnée à un certain nombre parmi notre peuple, de faire entendre leur volonté d'en finir avec cette société pourrie, grâce à la présence de l'UOPDP. Que ce mouvement amorcé, continue et se développe demain sur le terrain des luttes, c'est la garantie pour qu'enfin les travailleurs de ce pays aient tous les moyens de faire entendre effectivement leurs voix.

RHONE - POULENC ET GENERAL MOTORS A LA VEILLE DU PREMIER TOUR

«Pourquoi nous sommes entrés en lutte»

Les 750 travailleurs de Rhone-Poulenc, sont en grève depuis 15 jours. En pleine période électorale ils se battent durement pour arracher des revendications que précisément la gauche promet de satisfaire dans les quelques semaines à venir ! Il faut dire qu'à Rhone-Poulenc comme dans d'autres usines en lutte, c'est le septicisme. De cet ouvrier disant : «La nationalisation n'amènera pas de changement radical» à cet autre affirmant : «C'est une mesure tellement vague qu'on ne sait pas ce qu'elle nous apportera», l'idée selon laquelle des changements décisifs pourraient sortir des urnes, est bien laminée ! (Lire en page 5)



PROCES DE KLAUS CROISSANT

«Les avocats sont les accusés»

déclare M^e Kempf de Francfort

Les six avocats de M^e Croissant viennent de publier une déclaration selon laquelle ils refusent et continueront de refuser toute fouille.

M^e Kempf du barreau de Francfort et avocat de Klaus Croissant, déclare au *Quotidien du Peuple* : «L'accusation contre Croissant repose sur l'argumentation selon laquelle il aurait, en défendant les membres de la RAF, abusé des droits de la défense. En voulant nous imposer la fouille, il s'agit aussi de faire croire que nous aurions abusé des droits de la défense.»

Selon M^e Kempf, le procès Croissant est avant tout un procès fait à la défense : «C'est Croissant et nous qui sommes accusés au tribunal de Stuttgart-Stammheim» dit M^e Kempf.

Nous publierons prochainement l'interview que celui-ci vient de nous accorder.

Moyens de pressions sur la France

- En page 9, notre revue de la presse étrangère
- En page 10, le début du dossier de Grégoire CARRAT

Mineurs américains : réquisition prononcée

C'est fait : à la demande de Carter, la justice américaine vient de décider la réquisition des 160 000 mineurs de charbon en grève. Ainsi se profile, entre ces travailleurs et la police, une épreuve de force pour le début de la semaine. En grève depuis 95 jours, les ouvriers ont déjà rejeté à deux reprises des décisions de leur syndicat contraires à leurs intérêts : rien n'indique, dans ces conditions, qu'ils soient prêts à se laisser intimider par la décision de justice qui vient d'être prise contre eux.

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS

- Le 19 mars, refusez vos suffrages aux partis bourgeois de droite et de gauche !
- Après les élections, ce sera toujours le capitalisme
- Rassemblons nos forces pour les luttes d'après mars !
- Préparons la Révolution socialiste !

MEETING UNITAIRE des MARXISTES-LÉNINISTES

Mardi 14 mars, 20 h 30
Salle de la Mutualité

Avec Max Cluzot et Jacques Jurquet

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE (PCMLF) ET DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE-LÉNINISTE (PCRml)

Les propositions de la CFDT :

Depuis la publication du rapport du dernier conseil national de la CFDT, maints observateurs multiplient les spéculations pour savoir si ce texte ne pourrait pas servir de base à un compromis entre les partis de gauche, entre les deux tours. Certes, les dirigeants de la CFDT affirment se situer sur un terrain syndical, et ne pas intervenir dans les débats au sein de la gauche.

Nul doute pourtant que ce texte sur la planification et les nationalisations, qui porte donc précisément sur les points qui font litige entre PCF et PS, est soigneusement étudié par les états-majors des deux partis. PS et PCF ont d'ailleurs porté l'un et l'autre une appréciation positive sur ce texte.

Il n'est donc pas sans intérêt d'étudier précisément ce texte, qui est au centre des spéculations sur les rapports internes à la gauche.

BASES POSSIBLES D'UN ACCORD PC-PS ?

● Les structures de pouvoir dans les entreprises nationalisées

Le document affirme : «Le contenu et les objectifs fixés aux nationalisations importent au moins autant que leur nombre».

La proposition de la CFDT sur les organes de pouvoir dans les entreprises se situe dans une optique différente de celle des partis de gauche et ne recoupe pas leurs propositions de gestion tripartite.

La position de la CFDT suppose une mise en place en deux étapes des organes de direction. La nécessité de cette séparation chronologique n'est nulle part expliquée de façon satisfaisante (sinon sous la forme qu'il serait évident qu'il faudrait une étape de transition). Dans une première étape, un organe externe à l'entreprise dirigerait et désignerait le PDG. Cette instance serait composée de représentants de l'Etat et de l'économie (des entreprises «de toutes sortes», nationalisées ou non). Face à cela, les conseils d'ateliers,

dont les représentants seraient élus sur liste syndicale, n'auraient qu'un rôle externe à la gestion, un rôle de contestation et un droit de veto sur les décisions importantes, mais sans que soient précisés le domaine où s'exercerait exactement ce veto et quelles conséquences il aurait (simple droit d'appel, veto suspensif pour un temps limité ou sans limite de temps...). Les représentants des conseils d'atelier seraient élus sur liste syndicale.

Dans la seconde étape, la direction des entreprises serait assurée par les représentants des conseils d'ateliers, élus cette fois sur liste libre. Toutefois, les entreprises ayant une situation de monopole ou de service public continueraient à être gérées selon l'ancien système (ce qui fait tout de même un nombre non négligeable d'entreprises).

Il ne semble pas possible qu'une telle solution puisse

être retenue par le PCF et le PS comme base de compromis. En effet, PCF et PS sont d'accord sur une composition tripartite du conseil d'administration qui associerait dès le début les «représentants des travailleurs» à la gestion. Leurs divergences portent sur le mode de désignation du PDG.

Les propositions de la CFDT sur ce point ne paraissent donc pas de nature à constituer un dénominateur commun entre les partis de gauche. Elles semblent plutôt un compromis visant à satisfaire toutes les tendances de la CFDT : les mitterrandistes se reconnaîtraient bien dans la gestion des entreprises par l'Etat dominé par le PS. Le CERES, hostile aux conseils d'ateliers, voit leur rôle réduit pratiquement à rien dans la première étape du processus. Le courant basiste, quant à lui, peut se trouver alléché par la promesse de la gestion par les conseils dans la seconde étape.

Mais de telles propositions ont peu de chances d'être retenues. Les partis de gauche ont leur propre projet, qui vise à mettre en place dès le début un mécanisme d'intégration des travailleurs par la participation de leurs représentants à la gestion. Il serait bien étonnant qu'ils reviennent sur un point sur lequel ils ont exprimé leur accord. La désignation du directeur les sépare encore : le PS voudrait qu'il soit désigné sur liste proposée par le gouvernement, ce qui favoriserait la mise en place de ses hommes, majoritaires au sein du gouvernement. Le PCF voudrait qu'il soit désigné par le conseil lui-même, parce qu'il a plus d'assise dans les entreprises, et plus de chances par là de placer ses hommes. Mais des compromis sont possibles sur ce point sans passer modifier le cadre d'accord qui existe déjà sur la composition tripartite du conseil.

● Etendue des nationalisations et indemnisation

* Sur l'étendue des nationalisations : sur les filiales, position intermédiaire entre le PCF et le PS. La suppression de la minorité de blocage (1/3 des actionnaires, en l'occurrence les capitaux privés, peuvent bloquer toute décision importante) laisse le pouvoir, de fait, aux représentants de l'Etat malgré la présence de capitaux privés.

* La notion de processus de nationalisation de la sidérurgie est plus proche de celle du PS. Le flou est maintenu sur le délai de cette nationalisation (le PS propose 18 mois).

* On remarquera le même flou sur la question du pétrole : que signifie exactement ce «passage sous contrôle public» des sources d'énergie ? Cette formule, qui évite soigneusement le terme de nationalisation, pourrait fort bien recevoir comme interprétation celle du PS, la prise

de participation éventuellement majoritaire.

* Le document de la CFDT exclut la nationalisation de Peugeot Citroën, mais le PCF a déjà fait savoir qu'il était prêt à renoncer à ce point.

* L'indemnisation : la conversion des actions actuellement détenues en obligations se rapproche plus des propositions du PCF. Les obligations ayant une échéance au terme de laquelle elles sont remboursées, ce système permet de garantir le caractère irréversible des nationalisations réalisées, ce qui apaiserait certaines craintes du PCF.

De plus, c'est un point sur lequel le PS ne se bat pas avec beaucoup de conviction : sa version du Programme commun actualisé ne précise pas le mode d'indemnisation des actionnaires, ce qui indique bien qu'il est prêt à transiger sur ce point.

	PC	PS	CFDT
Secteur bancaire et financier	Nationalisation	Nationalisation	Nationalisation
9 groupes (Prog. commun de 1972)	Nationalisation	Nationalisation	Nationalisation
Filiales	Filiales à plus de 50 % + quelques «stratégiques» Total : 1 450 ramenées à 729	Nationalisation des filiales à plus de 98 % + filiales «stratégiques» Total : 227	Nationalisation des filiales à plus de 66 % plus quelques «stratégiques» Suppression de la minorité de blocage Total : 450
Sidérurgie	Nationalisation de la sidérurgie	prise de participation majoritaire	«processus de nationalisation de la sidérurgie»
Pétrole	Nationalisation compagnies pétrolières) prise de participation) «pouvant devenir majoritaire»	passage sous contrôle public
Peugeot-Citroën.	Nationalisation négociable		Pas de nationalisation
Direction des entreprises nationalisées	Trois composantes : représentants des travailleurs (au moins un tiers), usagers, gouvernement. Directeur élu sur liste libre	Tripartite : - représentants des travailleurs (au moins un tiers) - représentants des usagers - représentants de l'Etat PDG élu sur liste d'aptitude proposée par le gouvernement	Deux étapes : - 1 ^{re} étape (deux ans) : Comité externe : représentants de l'Etat et d'entreprises de toutes sortes (les syndicats n'ont qu'un rôle consultatif). Nomme le directeur. Comités d'ateliers. Représentants élus sur liste syndicale. Droit de veto sur les décisions qui engagent le sort de l'entreprise. - 2 ^e étape : Direction exercée par les représentants des conseils d'ateliers, élus sur liste libre, les syndicats donnant un «avis» sur les candidatures. Les entreprises ayant un caractère de monopole ou de service public restent dirigées par l'«organe externe».
Indemnisation des actionnaires	Obligations remboursables en 20 ans (plafond non fixé)	Titres nouveaux intermédiaires entre action et obligation	Obligations remboursables sur 20 ans. Plafond de remboursement : 10 fois le SMIC par an.

A la veille du premier tour

LE POINT SUR LES RAPPORTS A GAUCHE

«Un accord sur un bon programme qui détermine des objectifs conformes aux aspirations de ceux qui veulent le changement». Pour le gouvernement : «prendre en considération le résultat du premier tour pour le nombre de ministres (...), pas de poste interdit pour qui que ce soit (...). Egalité des droits et des devoirs». Telles sont les dernières exigences formulées par Marchais pour un accord avec le PS entre les deux tours. Reste à savoir quelle interprétation leur sera donnée le 13, pour permettre l'accord de désistement mutuel vraisemblable à gauche.

Après le résultat du premier tour des élections, le grand événement politique de la semaine qui s'ouvre, ce sera nécessairement l'évolution des rapports entre les partis de l'union de la gauche. Si, avant et surtout après la rupture du 22 septembre dernier, on a assisté à une escalade dans l'affrontement entre PS et PCF, rien n'exclut, au contraire, un accord de désistement mutuel de

D'emblée, le jour même de la rupture, les deux partenaires affirmaient leur volonté de reprendre — un jour — la négociation. C'était Estier, pour le PS, qui déclarait : «Ce n'est pas une rupture et je tiens à dire que ce ne sera jamais une rupture du fait du PS». Marchais, cependant, s'écriait : «Moi, rompre ? Nous n'avons pas de stratégie de rechange (...) Nous savons qu'il faut nécessairement faire l'union». Déclarations qui allaient être oubliées au fil de la querelle mais qui, demain, pourraient bien constituer la toile de fond des discussions.

Chacun à l'époque affirmant vouloir discuter, le PCF prétendait ne pouvoir reculer sur ses dernières propositions, et le PS réclamait qu'aucun préalable ne soit mis. Puis Mitterrand précisait une exigence supplémentaire : «Le PS ne signera un contrat avec ses partenaires que s'ils s'engagent à renoncer à la polémique jusqu'à la fin du combat». Réponse au PCF qui prétendait avoir à la fois les avantages de l'unité et ceux de sa campagne anti-PS ? Celle-ci se précisait le 6 octobre, avec le comité central où Marchais dénonçait le «tourant à droite» du PS. A la même occasion, le PCF tout en maintenant pour la forme ses propositions de discussion, les repoussait en fait au mois de janvier : «Nous allons consacrer les mois qui nous séparent de la fin de l'année (...) pour (...) faire avancer dans notre pays, dans notre peuple, les idées, les solutions qui sont nécessaires pour l'union, pour le changement». L'échéance était reportée au début janvier et le PCF proclamait clairement sa volonté de mettre ce délai à profit pour refaire le terrain perdu.

Intermédiaire le 9 novembre : à l'issue d'un appel de Mitterrand, le PCF accepte une rencontre... qui durera 55 minutes : le lendemain se réunissait le CC «ouvert à la presse» du PCF, et l'occasion était



La rupture du 23 septembre. Après six mois de brouille ininterrompue, négociation au finish entre les deux tours.

trop bonne de faire la démonstration devant l'opinion que le PS était responsable de la poursuite de la querelle.

Enfin, les 7 et 8 janvier vinrent : nouveau délai fixé cette fois par Marchais à l'entre deux tours. «Ou bien le PCF ne dispose pas à l'issue du premier tour d'un soutien suffisant et le changement réel est alors remis à plus tard. Ou bien le PCF dispose d'un poids suffisant pour agir et le changement peut encore l'emporter (...) Agir autrement, régler la question du 2^e tour avant le 1^{er}, ce serait tout simplement (...) abandonner la lutte pour un bon accord sur un bon programme.» Et de lancer l'objectif : «Si le PC atteignait 25 % des voix, ce serait bien (...) Les 21 % (...) ne sont pas suffisants».

Ces déclarations devaient, en fait, jeter le trouble dans les rangs du PCF : nombre de militants, soit pour s'en réjouir, soit pour le déplorer, comprenaient que l'accord ne serait pas signé. D'où une première correction : «Oui, il faut des ministres communistes» lance Marchais le 21 janvier. Appel qui ne sera pas encore assez net. Il faudra le 7 février, lancer un «appel à François Mitterrand» pour la reprise im-

mediante des négociations. C'est qu'entre temps le PS, jusque là en position confortable, a donné enfin au PCF une occasion d'apparaître plus unitaire que lui. Mitterrand, le 5 février, a affirmé : «Il n'est pas question de bâcler d'ici au premier tour une négociation qui n'a pas abouti à l'époque où nous avions le temps. Encore moins de négocier sous la menace entre les deux tours : le désistement automatique (...) n'est pas négociable». Ainsi, renvoyant au-delà des élections les discussions que Marchais s'est jusque-là attaché à repousser après le premier tour le PS trouve les moyens de se replacer en position de force.

Depuis, la discussion tourne là-dessus : désistement d'abord, ou programme et composition du gouvernement d'abord ? Il est évident que ce ne pourra être ni l'un ni l'autre. Déjà, ces derniers jours, Marchais a indiqué : «Ce n'est pas trop tard pour l'union, ce n'est pas trop tard pour l'accord» dissociant le terme «d'accord» de celui de «programme». Et Mitterrand a répondu : «L'appel en faveur du candidat unique pourra parfaitement tracer les lignes de force» de la politique du futur gouvernement.

dernière minute entre les deux tours. A la base de cette probabilité : l'impossibilité pour le PCF d'accéder au gouvernement et, par là, de commencer sa colonisation du pouvoir d'Etat, sans l'alliance électorale avec la social-démocratie, d'un côté. Et, de l'autre, la difficulté pour le Parti socialiste à assurer «le consensus social» qu'il veut réaliser, sans emprisonner le PCF dans sa combinaison gouvernementale.

Cela dit, jusqu'au dernier moment, la tension aura été des plus vives : chacun a publiquement campé sur ses positions, visant à faire le plein des voix sur son orientation et à se placer en position de force pour la négociation au finish. Sans revenir sur le contenu politique des contradictions qui opposent Mitterrand à Marchais, il est utile de reprendre comment, depuis maintenant près de six mois, les deux adversaires ont mené leur barque pour parvenir à se trouver en bonne situation au lendemain du premier tour.

C'est dans ces dernières «petites phrases» que se dessine l'ouverture qui pourrait bien se confirmer avant le 19.

Jean LERMET

MEETING DE L'UOPDP A ORLÉANS

Cent personnes ont assisté le 7 mars au meeting organisé par le comité local de l'UOPDP, meeting qui recevait le soutien unitaire des marxistes-léninistes. Le comité avait placé le meeting sous un double signe : soutien aux luttes actuelles et exposé de ses propositions politiques. Ainsi la soirée s'est ouverte par l'intervention d'une ouvrière de Rivière Casalis retraçant les premiers succès obtenus par l'atelier de peinture grâce à la grève qu'ils viennent de faire. Puis intervenait le candidat UOPDP dans la première circonscription qui parla de la grève qu'il mène en ce moment avec les hospitaliers dans les hôpitaux de la ville. Un directeur de l'une des MJC d'Orléans prenait la parole pour expliquer le sens du combat mené depuis plusieurs mois contre la municipalité : «Les MJC refusent leur municipalisation

car elles représentent des moyens, des locaux que nous avons toujours mis à la disposition des travailleurs. Nous continuerons d'y travailler pour une culture populaire.» Ensuite, une ouvrière d'Orléans suppléante UOPDP dans la première intervenait pour montrer combien l'UOPDP tenait à recueillir en son sein et à développer l'aspiration des femmes à se libérer de l'exploitation et de l'oppression. Puis, avec émotion, une ouvrière OS dans une filiale de Saint-Gobain expliqua par le témoignage de sa vie pourquoi, à l'âge de 55 ans, elle avait décidé de rejoindre les rangs de l'UOPDP : «Il n'y a que là où on m'a écoutée, où on m'a donné la parole ; j'ai adhéré à l'UOPDP parce qu'on y veut une société pour l'ouvrier, pour l'OS que les patrons méprisent aujourd'hui.» Enfin, avec une grande

attention l'intervention centrale fut écoutée par les travailleurs présents, prononcée par la suppléante UOPDP dans la deuxième circonscription, employée municipale.

Elle brossa un tableau détaillé de la situation politique, des projets des différents partis bourgeois et plus particulièrement du capitalisme d'Etat du PCF, ainsi que des dangers que réserve l'après-mars aux travailleurs. La deuxième partie, prononcée par le candidat dans la deuxième circonscription, ouvrier métallo, présenta de manière enthousiasmante les objectifs de l'UOPDP : unir tout ce qui peut être uni dans la perspective d'un front de lutte, dans la perspective du socialisme véritable, unir la classe ouvrière et la petite paysannerie ainsi que les autres couches du peuple.

Collés

«Je tiens à attirer très fermement votre attention sur le grave problème de l'affichage sauvage sur les dépendances du domaine public de Paris (...) La mairie de Paris a bien sûr les moyens d'engager des poursuites contre tout affichage illicite et elle ne manquera pas de les utiliser en cas de besoin.» Parmi les candidats qui ont reçu cette circulaire, figurent ceux du RPR, qui couvrent les murs du soutien que leur apporte par sa signature le maire de Paris, Chirac. Fais-moi peur, compagnon...

Le bon sens du CNPF

Ceyrac, désormais président jusqu'en 1981 du CNPF, a répondu aux questions que lui posaient les lecteurs du journal patronal *Les Échos*. Parmi ceux-ci Séguy, qui avait bénéficié dans les mêmes colonnes d'une publication semblable, posait une question sur Furnon et Michelin. Réponse de Ceyrac : «M. Gérard Furnon et M. François Michelin (...) méritent estime et considération (...) Leur attitude face au fait syndical ne correspond pas à la caricature qu'en donne Georges Séguy (...) Ils accepteraient probablement des négociations avec les syndicats s'ils étaient persuadés qu'elles étaient conduites dans le seul intérêt des salariés et de l'entreprise.»

Des salariés, ou de l'entreprise ?

Gros sabots

«Si la majorité gagne, il faudra avoir le courage politique de l'ouvrir à ceux qui veulent y entrer (...) En cas d'échec de la gauche, les chances sont sérieuses de voir éclater le Parti socialiste.» C'est Poniatowski qui a dit ça. Déjà, du temps de Pompidou, il disait tout haut ce que Giscard pensait tout bas. Cependant, il n'a pas ajouté qu'en cas de victoire de la gauche, il faudra attendre quelques temps pour tenter la même opération.

Les compte bleus de l'UDF

Le conseil de l'Union pour la Démocratie française, rassemblement giscard-centriste, s'est réuni. Il annonce l'objectif de «cinq millions de voix dès le premier tour», cela supposerait ou bien l'absence de recul de la majorité, ou bien d'entamer quelque peu l'électorat RPR. On peut toujours rêver. En attendant, Lecanuet a affirmé croire à «l'avenir» de ce cartel. Quand il a fallu en préciser la forme, il a ajouté : «Je crois que sera maintenue une coopération sous forme de fédération ou de confédération entre les formations politiques qui ont participé à la formation de l'UDF.» Bref, aucun engagement précis...

Le châtelain de Chanonat chante le bon choix

Parlera-t-il ? Ne parlera-t-il pas ? Finalement oui, il parle. C'est bien entendu de Giscard qu'il s'agit. L'hésitant qui règne à l'Élysée aura ainsi attendu jusqu'au dernier moment pour mettre dans la balance le poids, bien dévalorisé, de la fonction présidentielle. Depuis le château familial (quel symbole !) de Chanonat, le président de la République nous rappelle donc en dix minutes les principes du «bon choix», prononcés voici un mois. Il devait y ajouter, paraît-il, les réflexions que lui inspire «la conjoncture».

Deux hypothèses couraient à ce sujet avant le discours : soit il s'agirait d'indiquer que les institutions sont en danger en cas de victoire de la gauche, en s'appuyant notamment sur les dispositions constitutionnelles prévues par le Programme commun. Soit, dans un mouvement de résignation à la défaite de la «majorité», d'Estaing insisterait pour que le PCF ne participe pas au gouvernement. En tout cas, il a peu de chances de modifier le résultat de dimanche.

Les dépouilles du général

Plusieurs exclusions ont été prononcées par le RPR à quelques jours des élections. Il s'agit notamment de Jean Aillaud, dans le 12^e arrondissement de Paris, et de Turcot, dans le 13^e. Il est reproché à ces candidats de s'être maintenus contre des centristes, «candidats uniques» de la «majorité». En particulier, Aillaud, dans le 12^e, reprochait vertement au centriste Pernin de se réclamer de l'héritage de De Gaulle, affirmant dans ses professions de foi qu'il était le seul gaulliste présent dans la bataille.

Parlons franc

Les élections n'ont pas encore eu lieu et déjà, il n'est bruit que des attaques dont le franc pourrait être l'objet entre les deux tours. Giscard, qui a rencontré le gouverneur de la Banque de France, aurait prévu toute une série de mesures pour faire face à une éventuelle panique boursière suivant une poussée de la gauche dimanche. Mais on peut se demander lequel l'emportera, entre l'intérêt économique de la bourgeoisie, qui demande d'éviter une dépréciation trop forte, et l'intérêt politique du pouvoir, qui pourrait en tirer argument contre les partis de gauche.

Meeting de l'UOPDP dans le 19^e à Paris

Vendredi soir, dans le 19^e, à Paris, s'est tenu un meeting pour soutenir les deux candidats de l'UOPDP sur l'arrondissement, André Druésne et Pierre Bauby. Jacques Jurquet, directeur de *L'Humanité rouge* et Max Cluzot, secrétaire général du PCRml, ont pris la parole.

André Druésne, qui présidait le meeting, venait d'apprendre que Fiszbín, dirigeant parisien du PCF, avait eu gain de cause contre lui auprès des tribunaux. En effet, ceux-ci ont estimé qu'il y avait eu «diffamation» contre le dirigeant révisionniste et que soixante affiches annonçant ce jugement devaient être apposées sur les panneaux électoraux (cf dernière édition du *QdP*).

Au cours du meeting, le candidat de l'UOPDP pour la 29^e circonscription, Pierre Bauby, devait montrer notamment comment la gestion révisionniste dans les C.C.A.S. (importante institution sociale de l'EDF-GDF) fournissait un avant-goût de ce que serait le capitalisme d'État que veut instituer le PCF.

Au cours du débat qui a suivi, un travailleur de l'imprimerie Lang a évoqué la lutte que lui et ses camarades mènent actuellement en pleine période d'élections, pour les salaires.

Le meeting s'est achevé sur un appel aux travailleurs et travailleuses de l'arrondissement, à rejoindre largement le comité du 19^e afin d'œuvrer à la construction de l'Union ouvrière et paysanne.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Comité UOPDP Paris 11^e-12^e

TABLE RONDE A L'APPEL DE LA COMMISSION FEMMES

Une quarantaine de personnes ont assisté jeudi soir à la table ronde organisée par la commission femmes du Comité UOPDP 11^e-12^e (parmi elles, une vingtaine de femmes du quartier, membre ou non de groupes femmes).

En introduction, des camarades ont rappelé les objectifs généraux de l'UOPDP, puis ont retracé les premières discussions au sein de la commission sur la plate forme adoptée par la commission, sur Choisir, sur la nécessité d'engager le débat politique dans le mouvement des femmes, et sur les apports spécifiques des luttes des femmes à la lutte pour la révolution.

Puis la discussion s'est ouverte.

Des femmes de groupes femmes du 11^e-12^e ont rappelé l'importance qu'avait, pour elles, l'ouverture prochaine (18 mars) de la «Salamandre» (maison des groupes 11^e et 12^e) ouverte pour :

— Permettre la mise en commun des expériences — et surtout s'ouvrir sur le quartier, pouvoir contacter en particulier les femmes des cités HLM et des cités populaires voisines souvent bloquées à la maison par les tâches ménagères et les enfants ; organiser des débats pour les gens du quartier.

La question fut soulevée : «*Quel but poursuivent les groupes femmes ?*». Plusieurs participantes, membres de Groupes femmes rappelaient que pour elles, la lutte n'était pas «une lutte contre les hommes» mais une lutte «à la fois contre le capitalisme et contre l'oppression spécifique des femmes» et «un mouvement autonome doit permettre de mieux cerner cette oppression spécifique et à partir de là, engager des luttes qui peuvent rejoindre d'autres luttes».

— Sur Choisir : les femmes présentes, dans l'ensemble rejetaient ce «mouvement» jugé «réformiste» et prétendant représenter les luttes de femmes «sans même avoir consulté un seul groupe femmes».

La discussion s'engagea ensuite sur la coordination 11^e-12^e des groupes femmes. Celles-ci a mis en place récemment 5 commissions de travail : emploi, santé, commission juridique, permanence avortement contraception (mais en essayant de ne pas jouer un rôle d'assistante sociale) et commission «femmes et politique». Beaucoup étaient d'accord avec le bilan qu'on peut tirer de la dernière intervention des groupes femmes du quartier dans un meeting électoral du PS : «*Nous avons seulement un catalogue de revendications isolées, qui*



Groupe femmes de Vitry lors de la manifestation du 1^{er} décembre 1977

donc pouvaient être récupérées». Quand on demande simplement aux candidats : «*Etes-vous pour une maison de quartier, pour regrouper les femmes battues, pour nous donner des crédits, etc.*», ils répondent oui, et peuvent tout récupérer. «*Ce qu'il faut désormais, c'est réfléchir sur les projets politiques d'ensemble de ces partis, et faire porter le débat avec les partis de droite ou de gauche sur ces projets d'ensemble*».

Enfin, la discussion a porté sur les dangers de récupération du mouvement des femmes par le PCF. Certaines femmes disaient que, pour elles, c'était une question nouvelle. «*Souvent ce sont les événements récents (élections, présentation de Choisir) qui ont poussé les groupes à engager la discussion politique, et elle démarre seulement*». Une participante estima : «*Il ne faut pas mettre en avant ce danger, c'est une bonne chose si le PCF popularise le mouvement des femmes*». Sans aller aussi loin, d'autres pensaient : «*Nous ne sommes pas des enfants, on ne peut pas nous récupérer aussi facilement*».

A cela, une femme d'un groupe d'entreprise du quartier, en prenant comme exemple l'attitude du PCF dans des luttes récentes, répondait : «*Il y a un danger réel. Il faut être très vigilant. Il y a une possibilité de récupération et de pression, d'autant plus que le mouvement des femmes n'est pas structuré*».

En résumé, une première table ronde très positive. La commission femmes UOPDP compte bien prendre d'autres initiatives permettant d'approfondir et d'élargir le débat.

Adresse de
«La Salamandre»
9, rue François de Neufchâteau
Paris 11^e
Tel : 379 78 47

Paris : 2^e coordination des groupes femmes

Une deuxième coordination parisienne des Groupes Femmes, sur les élections, s'est tenue le 3 mars.

Elle regroupait tous les groupes présents à la première coordination et de nouveaux groupes.

Elle a fait le point sur l'intervention des Groupes Femmes pendant la campagne électorale.

Il en ressort la nécessité d'approfondir les discussions dans les groupes sur les projets politiques des partis de droite et des partis de gauche.

C'est pourquoi la coordination propose à toutes les coordinations locales de mettre en place une commission «Femmes et politique».

Une prochaine coordination sur ces questions aura lieu le vendredi 24 mars à 19 h 30. Faculté de Jussieu, Tour 46, Salle 114.

Alerte trouble

(Communiqué de presse
de soldats d'une caserne de l'Est)

Dans la semaine du 6 au 12 mars va avoir lieu dans notre régiment et peut-être dans d'autres, une «alerte». Qu'est-ce que cette fameuse alerte ?

Il s'agit de mettre sur pied de guerre en 6 heures l'ensemble d'un régiment (réveil de «préférence» vers 2 ou 3 heures du matin de manière à ce que le régiment soit «opérationnel» au petit matin) le tout agrémenté d'une petite sortie en armes, aux alentours de la caserne, histoire de se faire «remarquer».

Cela nous amène à poser plusieurs questions ? Veut-on créer un climat de peur dans la population, parmi les appelés comme par hasard à la veille du premier tour des législatives ?

On note depuis quelques mois, une forte extension des mesures de «prévisions contre d'éventuels troubles en ville et aux alentours de la caserne».

— Extension du régime de la DOT à toute l'armée de terre.

— Alerte de nombreux régiments au moment de l'extradition de Klaus Croissant.

— Multiplications des consignes de «sécurité» dans les postes de police de l'ensemble des casernes françaises.

Doit-on inclure cet exercice dans l'ensemble des mesures prises par l'armée française face à d'éventuelles mobilisations populaires qui ne manquent pas d'apparaître dans les mois qui viennent ?

De toute évidence, il ne s'agit pas là d'une simple coïncidence, et nous refusons d'avance d'être des instruments de répression face aux luttes des travailleurs !

Des soldats
d'une caserne de l'Est

De Rhône-Poulenc à General Motors à la veille du 1^{er} tour

«POURQUOI NOUS SOMMES ENTRÉS EN LUTTE»

Reportage de Richard FEUILLET

● Depuis quinze jours, partis de droite et de gauche inondent radios et télévision d'un flot de promesses, multipliant jusqu'au dernier moment leurs efforts pour faire un maximum de voix. Mais voilà qu'au même moment des milliers de travailleurs, après deux ans de plan Barre, rentrent en lutte précisément en vue d'arracher des revendications que les partis de gauche promettent pourtant dans les semaines à venir !

Ce fut notamment le cas des travailleurs de la General Motors. C'est le cas de ceux de l'usine Rhône-Poulenc à Colmar, qui exigent une réduction d'horaire à 40 et des augmentations de salaire. Pourquoi entrer en lutte précisément aujourd'hui ? N'est-il pas possible d'attendre quelques semaines ? Les travailleurs seraient-ils sceptiques quant aux promesses de la gauche ?

« Mais enfin, pourquoi entrer en lutte sur les salaires alors que dans un mois tout au plus, vous allez être augmentés ! » demandons-nous nous faisant l'avocat du diable, en arrivant à Rhône-Poulenc à Colmar. « Les élections ? Mais ça n'a rien à voir avec nos revendications ! » « Mais les 2 400 F ? » « Ça ne nous concerne pas, nous les touchons déjà ! »

« Mais vous serez augmentés d'autant plus avec les nationalisations ? » « Peut-être, mais ça ne suffit pas : la nationalisation, ce n'est pas ça qui règlera tous les problèmes. Pour les autres on ne peut pas se passer de lutter », répond du tac au tac cet ouvrier.

Les autres, il est vrai que, hormis le SMIC à 2 400 F, la gauche ne propose pas grand chose ! « Tu prends l'emploi par exemple, ajoute un ouvrier, à court terme, la nationalisation peut le garantir. A court terme. Mais autrement, on ne sait pas ce que cette mesure nous apportera. C'est trop flou, c'est trop vague ! »

La gauche ça ne passe plus réellement. Le rabachage du PCF, jusqu'à la porte même de l'entreprise, quotidiennement depuis un mois, comme quoi la nationalisation est le remède à tous les maux, à force de ne rien démontrer, a renforcé le scepticisme chez une frange fort large d'ouvriers : « Moi, de par mon travail, je suis à l'entretien, je me déplace beaucoup, je vois pas mal de gars de toutes les équipes. Qu'est-ce qu'ils disent ? « Essayons, donnons-leur une chance à

gauche », mais c'est teinté d'un certain scepticisme. La droite de toute façon, disent-ils, ne peut plus rien satisfaire de toute façon... La gauche le fera peut-être ? » « Non, ajoutez un autre ouvrier, les élections, la gauche, ça ne passe plus tellement ».

Ces interrogations empêcheront-elles, une partie non négligeable des travailleurs de l'usine de voter à gauche ? Non, sans doute, mais sans croire à un véritable changement. « Moi, je voterai pour la gauche au second tour. Mais changer de gouvernement, hein ? D'accord pour un autre régime (entendez système) mais un socialisme qui repose sur un changement de gouvernement, ce n'est pas le socialisme ! ». G... votera pour la gauche aussi : « Ah, si on avait le sentiment qu'un gouvernement de gauche travaille pour les plus pauvres ». Mais il n'y croit guère.

Pour lui, une société socialiste signifierait que l'on commence à réduire assez fortement sans parler d'égalitarisme, les écarts de salaires entre les travailleurs manuels et intellectuels. Mais il est bien placé pour connaître le projet du PCF en la matière, lui qui entend rémunérer le savoir des cadres de Rhône-Poulenc : « Tant que ces gens là seront beaucoup plus payés que nous, ça n'ira pas. Le gars qui a fait des études, c'est déjà un privilège en soi, ce n'est pas une raison pour qu'il soit payé quatre fois plus ! Tant qu'on ne sortira pas de cette situation et ce n'est qu'un exemple, on ne tendra pas vers un véritable changement ».

« Je n'ai pas le temps de regarder Marchais... je lutte ! »

Ce scepticisme vis-à-vis de la gauche, l'idée bien flétrie selon laquelle, des changements décisifs pourraient sortir des urnes les 12 et 19 mars, voilà ce que nous avons aussi retrouvé mainte fois à General Motors à Strasbourg « Un gouvernement de gauche ? Qu'est-ce qu'il fera de plus ? Sur un certain nombre de revendications, il satisfera, mais il n'y aura pas de changement radical. »

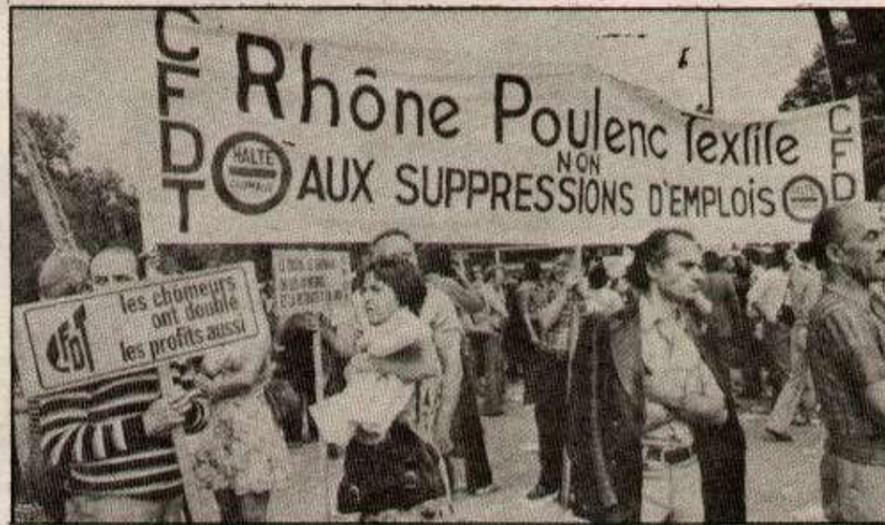
Ces ouvriers ayant voté pour la gauche aux municipales, nous expliquaient même le sabotage de la lutte par les dirigeants PCF de la CGT par le fait « que si nous avions nos revendications maintenant, ils n'auraient plus rien à don-

ner ! » Quand on sait qu'ils réclament en tout et pour tout le retour à une diminution d'horaire (que la direction CGT acceptait de faire rattraper un samedi par mois pour maintenir le volume de production !) c'est plutôt la désillusion ! Mais à General Motors, élément significatif de l'usure de la gauche, ce sont juste dans les rangs du PCF que les interrogations se manifestent : « Moi, je suis entré en lutte, car je n'ai pas du tout pensé aux élections, nous déclarait un jeune militant PCF occupant l'usine malgré les consignes de son parti, de toutes façon, je n'y ai jamais attaché tellement d'importance ». Mais c'est bien la rupture de la gau-

che montrant clairement en quoi le projet du PCF était étranger aux intérêts des travailleurs, qui a accru les interrogations de ces militants.

« Depuis la rupture, je ne vois plus du tout ce qu'on peut attendre d'un gouvernement de gauche, ce qu'ils peuvent faire, ce qu'ils nous promettent, c'est bien beau. Je me pose la question : il y a 5 ans, ils ont signé un programme, que maintenant, mais je ne sais pas pourquoi, ils ne le trouvent pas bon ! Je te dirai franchement que Marchais je ne le regarde pas beaucoup. Pourquoi ? Il cause bien c'est évident, enfin je ne dis pas que je ne l'écoute pas du tout, mais je ne suis pas convaincu, quoi. »

Ce divorce entre les aspirations de ces jeunes travailleurs et le projet de leur parti, quelle phrase mieux que celle-ci, prononcée par l'un d'eux peut mieux la résumer : « Je regarde peu Marchais, car je n'ai pas beaucoup de temps. Il y a la lutte ». Le sabotage de celle-ci par les dirigeants PCF de la CGT, a d'ailleurs laissé éclater les contradictions latentes chez des vieux militants. Un ouvrier, 18 ans de PCF, qui avait passé une partie de la dernière garde avec nous, laissait éclater sa déception et sa colère après l'intervention des flics : « Ah, le changement, il est beau le changement ! Je vais voter encore une fois pour la gauche, mais si rien ne change, je prends le fusil ! »



Depuis plusieurs années, se déroulent dans le trust RPT, des luttes contre les licenciements. Aujourd'hui de plus en plus de travailleurs n'attendent de la gauche qu'une garantie à court terme. Pour le reste...

Le refus de la récupération

Pour ce militant CFDT de Rhône-Poulenc Colmar, si les propositions du PCF n'intéressent pas les travailleurs, « c'est parce que leurs préoccupations, pour la plupart, sont très immédiates, terre à terre, mais il n'y a pas chez eux de réflexion plus large, dans le temps et dans l'espace. On n'en est pas encore là. »

Outre que les revendications « terre à terre » sont tout de même importantes quand on a des salaires de misère un de ses camarades CFDT faisait remarquer avec des exemples que ce désintérêt n'était pas à mettre principalement au rang de l'apolitisme : « Les copains te parlent en fait de choses hautement politiques com-

me le remembrement, la mainmise des firmes agro-alimentaires sur la campagne, l'écologie ». Des problèmes qui dépassent le cadre de l'usine et qui posent un choix de société !

En fait, les discussions le montraient, ce n'est pas la politique en tant que telle que rejettent nombre de travailleurs, mais une certaine politique, celle des partis bourgeois de droite comme de gauche, qui ne prennent pas en compte leurs véritables aspirations. « Ca alors, ils les prennent en compte, mais pour mieux les récupérer, mais c'est démagogique, beaucoup de gars le disent ! Et combien de fois ils ajoutent : « Je ne veux pas engraisser Marchais ou

Mitterrand » et ce ne sont pas du tout des propos d'anticommunistes primaires, je connais les gars ! »

« Aujourd'hui, y compris le PCF parle d'écologie, de régionalisation, ajoute ce militant CFDT, des problèmes qui ont pris ici. Mais avant ? Le PCF on ne le voit que depuis quelques

semaines, car il y a bientôt les élections. » « J'ai noté l'autre jour une chose assez significative : j'ai reçu des tracts de tous les candidats : sur celui du RPR, j'ai barré 5 mots, j'en ai rajouté 3 : ça a donné le tract du PCF. On aurait pu faire le contraire ! »

La volonté de prendre ses affaires en main

Le refus de la récupération, la volonté de prendre soi-même ses affaires en main quelque soit le résultat des législatives, une frange non négligeable de travailleurs de l'usine la concrétise d'ores et déjà, y compris parmi ceux qui voteront tout de même à gauche « parce qu'on ne peut voter pour la droite, quand même ! » Pour le vote « Moi je ne voterai pas pour le PCF au 1^{er} tour »

des milliers de tracts pour cette chose-là, tu retrouves les mêmes à justifier une position contraire. »

Mais l'exigence de pouvoir confronter leurs opinions, les exprimer sans carcan imposé par les dirigeants PCF de la direction CGT entre autres, se manifeste dans la lutte elle-même à Rhône-Poulenc aussi bien chez les militants CGT que CFDT, en passant par des non-syndiqués. Ainsi, un groupe de travailleurs, malgré l'accord très réticent de certains responsables PCF de Rhône-Poulenc, vient de prendre en main une antenne locale de Radio Verte Fessenheim. Une initiative que des sympathisants et même des militants PCF voient avec enthousiasme car certains d'entre eux sont, bien sûr, les mieux à même de ressentir l'absence de démocratie dans le PCF et ils ne sont pas prêts d'oublier la venue de Marchais en Alsace. A ce propos, « certains militants sont rentrés dans le lard à Marchais à cette époque. Ils lui ont posé des questions qui leur tiennent à cœur, comme à nous tous : « Es-tu pour une télévision régionale, pour des radios et journaux locaux, pour qu'on puisse s'exprimer nous-mêmes sur notre culture ». Marchais leur a répondu : « Il n'en est pas question » très sèchement.

Rhône-Poulenc, General Motors et d'autres : le déclenchement de cette série de luttes en pleine période électorale où partis de droite et de gauche nous abreuvant de promesses, les aspirations qui se manifestent dans ces mouvements, l'exigence d'une frange de travailleurs de prendre eux-mêmes leurs affaires en main : voilà qui augure bien de cette volonté de construire un mouvement autonome des masses pour l'après 78. Voilà qui laisse une marge de manœuvre plutôt étroite pour les Mitterrand et Marchais !

nous disait ce travailleur. « Ça, leur querelle, on sent bien que c'est une question d'hommes en place. Je voterai pour un mouvement que je peux contrôler. Un mouvement pour l'autonomie par exemple. Je sais bien qu'il ne gagnera pas, mais j'aurai voté pour des gens qui militent sur place. »

Cette volonté de ne pas s'en remettre aux partis de gauche, ce travailleur l'affirme encore plus nettement, en militant : « Moi, je préfère lutter dans quelque chose que je peux contrôler, où les gens peuvent s'exprimer, oser dire leur opinion. Pas comme le PCF où les décisions sont prises sans consultation des militants. Tu prends la force de frappe, c'est criant : après avoir collé des affiches, distribué

LUTTES OUVRIERES

Rennes : procès de la famille Pellerin

Jugement reporté

Jeudi après midi, à l'appel des Paysans-Travailleurs et de la section Fermiers, Métayers de la FDSEA de Loire-Atlantique, 500 paysans étaient réunis devant le Palais de justice de Rennes.

Ils s'y retrouvaient pour soutenir Charles et Marie Pellerin opposés une nouvelle fois au propriétaire de la ferme qu'ils ont exploitée jusqu'en 1975 - La Pinsonnière - . Un premier jugement en janvier 1977 avait reconnu la plainte pour reprise frauduleuse de la famille Pellerin, et avait condamné le propriétaire, par ailleurs cadre SNCF retraité, à 70 000 F d'indemnités. Malgré le code rural, un second procès a été nécessaire pour faire accepter la réintégration des fermiers. Or après deux heures de procès, le tribunal de Rennes a renvoyé sa décision au 30 mars. Cela sans doute à cause des échéances électorales (appliquer cette ré-

intégration en période électorale, c'est difficile pour le pouvoir). Mais aussi, par la volonté délibérée du Tribunal de ne pas laisser les manifestants repartir avec dans les mains une aussi importante victoire. Sur les marches du Palais de Justice, des fermiers et des syndicalistes prirent la parole pour expliquer d'autres affaires en cours, puis Bernard Rapion pour la FDSEA, Pierre Jonchère pour les Paysans Travailleurs, abordent la question foncière. Henri Leclerc expliqua la question de la propriété dans les lois bourgeoises. Enfin, Bernard Lambert critiqua l'attitude mitigée de la FDSEA sur certains cas de cumuls dans lesquels sont impliqués certains de ses membres. Il fit chanter l'Internationale à la fin de ce meeting ; cela, soit dit en passant, se voit rarement dans une manifestation paysanne !

Correspondant

Hôpitaux du centre

Des milliers en grève pour les 13 heures

Plus de dix jours de grève déjà dans les 4 centres hospitaliers d'Orléans, plus longtemps encore à Blois, Vendôme, Pithiviers, Bourges, Romorantin... Ce que les agents hospitaliers demandent avant tout, c'est « leurs 13 heures ».

C'est Barre lui-même qui, dans une envolée électorale à Lyon, a promis cette réduction d'horaires : 13 heures en moins par mois, mais en... 3 ans. Il a fait un effort pour la région Lyonnaise, pensant que ce serait peut-être quelques voix de plus : il a accordé quelques heures, pas le même nombre, selon les catégories. Ces 13 heures,

les hospitaliers de la région parisienne les avaient obtenues par leurs luttes. Cette fois, ceux du Centre les réclament aussi, tout de suite. Ils en ont assez de faire des semaines de 60 heures à raison de 9 heures, 7 nuits de suite.

Bien sûr, sur la base de quinze jours et quand on en reste au niveau des chiffres, cela ne fait que 80 heures, si on enlève les repos. Mais dans la réalité, ce n'est pas une vie ! Eux aussi, comme les postiers, demandent aussi des effectifs supplémentaires. Pour que leurs conditions de travail soient moins dures mais aussi pour que les malades soient mieux soignés.

Grèves aux chantiers navals

Flandre Industrie, entreprise de réparation navale de Dunkerque, a annoncé l'arrêt provisoire de ses activités. Il y a 17 jours, la direction avait annoncé le licenciement de 115 personnes : suite à quoi, le personnel s'était mis en grève. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des ouvriers qui est menacé. Ils ont occupé les docks.

Par solidarité, et aussi pour obtenir le paiement total des heures de chômage technique, les ouvriers de trois autres entreprises de construction navale de Dunkerque, représentant environ un millier de personnes, se sont également mis en grève. Ils doivent décider lundi de la poursuite du mouvement.

Montreuil

TOUS LES POSTIERS EN GREVE POUR LES EFFECTIFS !

Depuis le 9 mars, 95 % des postiers, facteurs, tri et guichets de Montreuil sont en grève. Ils refusent la restructuration qui leur est appliquée : pour eux, c'est une surcharge importante de travail. Ils se battent pour obtenir des effectifs. Aujourd'hui, ils sont 169, il en manque 40 !

Déjà avant cette restructuration, le travail était pénible : « un facteur doit se déplacer en portant une charge de près de 40 kgs sur son vélo, une sacoche devant et l'autre sur l'épaule ». Mais cette fois, le par-

cours a été allongé : sur les 80 quartiers répartis entre les facteurs, 8 ont été supprimés, chacun a eu une plus grande surface. Aujourd'hui c'est environ 800 boîtes aux lettres qu'ils ont à desservir, alors que 500, c'est largement suffisant.

Horaires trop longs, en particulier pour les jeunes facteurs qui ne connaissent pas le quartier et qui passent donc plus de temps à leur tournée, mauvais système de remplacement en cas de congé, qui a pour conséquence qu'il faut souvent rat-

traper le retard, voilà entre autres les conséquences du manque d'effectifs.

Aux guichets, plus de la moitié sont presque toujours fermés, parce qu'il n'y a personne pour les tenir : attente pour les usagers, fatigue pour les postiers. Au tri, sur les 40 000 lettres qui devraient être triées, il en reste régulièrement entre 5 et 15 000, qui partent en paquets dans les centres de tri où la situation est la même...

A cause de la restructuration qui porte le nom « d'alpha-géographique » nouveau système plus rationnel de triage, et qui a entraîné pour eux des sous-effectifs, ils sont partis en grève. Ils avaient même déposé leur préavis pour ce jeudi 9 mars, jour où devaient normalement « partir » les professions de fois de candidats. Mais il semblerait qu'Odru, député candidat du PC se soit arrangé avec le maire de Montreuil pour faire acheminer darre-dare avant la date fatidique ce beau courrier, enlevant ainsi une arme aux grévistes.

Au départ, la direction CGT n'était pas très chaude pour la grève. Est-ce à mettre en rapport avec le fait que cette fameuse restructuration aurait été mise en place par un administratif membre du

PCF, M. Anizan lequel doit son poste à la complaisance intéressée d'un haut fonctionnaire du RPR ! Il semblerait qu'il y ait eu des pressions pour que l'entrée en vigueur de ces nouvelles normes ne donne pas lieu à une grève de la part de la CGT.

Sous la pression de la CFDT et de l'écrasante majorité des postiers, la direction CGT a finalement « pris le train en marche ». Mais dans cette municipalité PCF, les problèmes de popularisation ne manquent pas. Comment ne pas coller sur la tête d'Odru, que des équipes de municipaux placardent à tour de bras ! C'est ainsi qu'un militant CGT a violemment pris à partie un postier en train de coller sur le candidat PCF ! Anecdote ? Peut-être. Mais le genre de situation provoque des discussions. D'autant qu'il existe une certaine méfiance vis-à-vis de ce parti et de l'ensemble de la gauche et de leurs promesses.

Samedi matin les grévistes vont avoir à se prononcer sur l'arrêt ou la poursuite de leur grève. En tous cas ce n'est pas la création de 11 petits emplois qui combleront le manque de personnel qu'il y a. 11, ce n'est pas assez.

Correspondant
Montreuil



St Etienne

NON AU BRADAGE DE GIRON FRERES

Giron-Frères vient d'ajouter son nom à la longue liste des entreprises stéphanoises liquidées depuis que Giscard et Durafour, puis Beullac ont fait du Ministère du Travail celui du chômage, dans des proportions sans précédent depuis longtemps. La moitié du personnel a déjà disparu depuis 1972, dont 100 travailleurs et travailleuses depuis 1976. L'atelier tissage velours de la rue de la Richelaudière ferme.

Les terrains bâtis, seront livrés aux promoteurs immobiliers sous peu. L'actuel patron avait ouvertement critiqué son prédécesseur. Qu'a-t-il donc à dire aujourd'hui aux travailleurs ? Endetté auprès des travailleurs pour une

vingtaine de millions de francs, incapable d'assurer la production d'un velours (réclamé sur le marché) en grande longueur, le PDG brade l'entreprise. Vendredi 10 mars, ce devrait être la dernière paie assurée.

Mais les travailleurs et travailleuses de Giron Frères ne l'entendent pas ainsi. Jeudi 9 mars, ils ont manifesté dans les rues de Saint Etienne. Un cortège de 300 personnes, auquel s'étaient joints des militants de l'UOPDP, s'est rendu à l'usine de la Richelaudière, et après avoir chanté le chant des Canuts, s'est dispersé pour une visite des ateliers, accompagnée de militants syndicaux CGT et CFDT de l'entreprise.

Les travailleuses des Tissages de St Just en Chevalet, près de Roanne, étaient venues à plus d'une vingtaine manifester avec leurs canarades stéphanoises de la maison-mère. Certaines regrettaient qu'une mauvaise liaison préalable n'ait pas permis un temps suffisant d'information, « car alors nous serions toutes venues défendre nos emplois », disaient-elles.

La manifestation ayant peut-être fait réfléchir en partie la direction, celle-ci laissait entendre que les négociations reprendraient le 10 mars au ministère des Finances, pour l'octroi d'un prêt de 500 000 francs lourds, permettant

pour un temps la survie de Giron Frères. Les travailleurs s'empressaient alors d'appeler à la vigilance « puisqu'il nous rassure après une manifestation, il faut faire d'autres actions, accentuons notre pression ! »

Les manifestants se sont séparés alors, tandis que des délégués de la Richelaudière et de Saint Just en Chevalet se concertaient.

Certains s'en vont en regrettant quand même l'absence des autres boîtes du textile en lutte pour l'emploi.

Correspondant
Saint-Etienne

Paris 15^e : foyer-hôtel, 89 rue Fondary

«PAS DE TREVE POUR NOS DROITS !»

Luttant depuis quatre ans contre la perpétuelle menace d'expulsion de leur logement, les 138 travailleurs algériens du 89 rue Fondary seront-ils mis à la rue ? Les propriétaires de l'immeuble voulant réaliser une fructueuse opération immobilière, veulent à tout prix se débarrasser des locataires, utilisant, pour ce faire, les moyens de pressions les plus bas. Coupures d'électricité, diffamations, interventions policières injustifiées... La combativité des locataires du 89 a toujours permis de résister. En février 77, les propriétaires ont obtenu de la préfecture un «arrêté de péril» contre l'immeuble. Le tribunal des référés saisi par les travailleurs, conditionnait l'expulsion à un relogement «décent». Or la seule proposition qui leur fut faite, jugée valable par le tribunal, c'est de loger dans un hôtel une étoile (hôtel de Limoges, dans le 15^e) ce qui signifie : pas de contrat de location, des prix élevés, impossibilité de faire la cuisine et obligation de manger au restaurant tous les soirs ! De plus il n'y a qu'une dizaine de chambres disponibles. «*Quel tra-*



Dans le 13^e aussi se mènent des luttes contre les expulsions. Ici un rassemblement devant le tribunal au mois de janvier.

vailleur comme nous peut actuellement se payer un tel luxe ?» demandent les travailleurs en réaffirmant leurs revendications :

— Être relogés dans le 15^e, et tous ensemble.

— Des conditions correctes de logement, de sanitaires,...

— Un loyer abordable pour des travailleurs le plus souvent payés au SMIC...

— Un statut de locataires, le droit de visite et la liberté d'aller et venir...

Le danger d'expulsion réapparaît, plus menaçant avec la fin de la trêve d'hiver à la fin du mois.

«En cette période électorale où tous les candidats promettent monts et merveilles» expliquent les locataires du 89, «les travailleurs et les mal-logés ne

peuvent respecter aucune trêve dans leur lutte pour arracher leur droit au logement. Notre lutte, c'est celle de tous les travailleurs français et immigrés pour le contrôle de leurs conditions de logements.»

Réunion du Comité de soutien tous les vendredis à 19 h 30, 17 rue de l'Avre, Paris 15^e. M^o Lamotte-Picquet.

Nouveau «test médecins» de *Que choisir*

DES RESULTATS REVELATEURS

«*Que choisir*» récidive. Dans son nouveau numéro, il continue à tester les médecins, une vingtaine en tout.

Le test est simple : il s'agit tout bonnement d'une consultation pour renouvellement de pilule contraceptive. Dans son dernier numéro, le journal de l'«Union Fédérale des Consommateurs» avait, on s'en souvient, testé 20 médecins en face d'une patiente (une enquêtrice en réalité) atteinte d'angine. Les résultats, édifiants sur le manque de sérieux et d'attention de nombreux praticiens, avaient soulevé une véritable tempête de protestations dans le corps médical, dans les revues professionnelles, les syndicats médicaux corporatistes, les journaux financés par les laboratoires pharmaceutiques. Le *Quotidien du Médecin*, ne supportant pas l'idée que soit testé un seul médecin, avait atteint des sommets d'agressivité. Il faut rappeler que ce «journal» comporte environ 12 pages sur 24 consacrées à des publicités pharmaceutiques ; prix de la page : 14 670 F...

«AUCUNE LOGIQUE»

Loïn de reculer devant la hargne réactionnaire de la

profession, le mensuel a décidé de consolider le premier rapport de forces constitué en poursuivant ses expériences révélatrices. Sur un sujet d'importance : la pilule.

Plusieurs comportements graves sont à signaler : de nombreux généralistes n'ont même pas rempli de fiche pour le malade, omis d'enquêter sur les contre-indications éventuelles à la pilule. Par exemple, la phlébite est une contre-indication absolue à la prise de la pilule. 3 médecins sur 20 seulement ont interrogé la consultante sur ce point ! 3 médecins sur 20 seulement ont mentionné que le tabac augmentait les risques vasculaires dus à la pilule ! «*Tout se passe comme s'il n'y avait aucune logique*» dans l'examen : un médecin prend la tension, un autre examine le cœur, un autre les jambes. «*Très rares sont les médecins qui feront méthodiquement un examen, un interrogatoire et une information complète*» constate *Que Choisir*. Pour le dépistage du cancer il en va de même. La plupart des médecins ne saisissent pas comme il le faudrait l'occasion de l'examen qui précède la prescription de pilule pour détecter les

cancers génitaux ou mammaires et apprendre aux femmes comment le faire elles-mêmes.

LA CRITIQUE DU SEUL «SERVICE RENDU»

Le prix des consultations varie de 10 F à 100 F. Un médecin ose même, après avoir fait attendre l'enquêtrice 55 minutes, la garder seulement 3 minutes et lui demander 10 F... de la main à la main !

Très peu de médecins sortent honorablement de ce deuxième test. *Que choisir* ne semble pas prêt à relancer son action en ce domaine et compte passer en revue régulièrement certains scandales connus de la médecine.

Si cette action est positive car elle contribue à remettre en cause le pouvoir médical, elle reste malgré tout fondée sur les principes idéologiques qui sont ceux de cette revue : construction d'un «contre-pouvoir» consommateur partant d'une critique limitée qu'«service rendu» et non au caractère de classe de cette médecine, aux différences de situation des classes devant la maladie, les soins et les mauvaises conditions de travail.

Pierre PUJOL

Contre la terreur fasciste du Shah, 50 Iraniens musulmans font la grève de la faim

Une cinquantaine d'étudiants iraniens font la grève de la faim depuis cinq jours à l'église Saint-Hyppolite dans le 13^e arrondissement de Paris.

Cette grève est insérée dans un mouvement de protestation contre la politique de répression et de terreur du régime fasciste du Shah d'Iran ; le mouvement est à l'initiative de l'Union des Associations Islamiques des étudiants en Europe.

Dans l'église qui leur sert de refuge pour mener leur grève de la faim, les opposants au Shah ont accroché les portraits de quelques-uns des multiples martyrs de la résistance au régime fasciste d'Iran, et des banderoles expliquant leur lutte. Les grévistes sont tous porteurs de masques pour éviter de se faire identifier par la police secrète du Shah, la sinistre SAVAK, qui opère sur le territoire français avec la complicité bienveillante de Giscard.

Agression contre le délégué du Foyer Sonacotra de Sainte Geneviève des Bois

Depuis un an et demi, le foyer Sonacotra de Ste Geneviève des Bois est en grève des loyers, avec le comité de coordination. Depuis un certain temps, plusieurs délégués du Comité de résidents ont été l'objet d'attaques racistes. En novembre, l'un d'entre eux a reçu une lettre de menaces de mort, qui fut suivie dans le mois par deux attaques sans gravité. Cette fois les racistes ont voulu marquer le coup : Lundi 6 mars, ce sont 7 individus qui ont attaqué notre délégué, le frappant de coups de matraque, alors qu'il rentrait de son travail.

Nous, résidents du foyer Sonacotra, refusons que des racistes puissent ainsi, en attendant à la vie de notre camarade, essayer de casser notre juste lutte. Nous appelons les travailleurs français et immigrés à se mobiliser contre de tels actes et à renforcer le soutien à notre lutte.

Comité de Résidents du Foyer Sonacotra de Sainte Geneviève des Bois

Contre l'expulsion de Mustapha !

Mercredi 8 mars, le tribunal administratif de Besançon devait juger sur la mesure d'expulsion dont est menacé Mustapha Kharmoudi, militant de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains). L'audience a du finalement être reportée face à la mobilisation qui a rassemblé 700 personnes. En attendant, Mustapha se cache car s'il venait à tomber entre les mains de Hassan, au Maroc, de graves menaces peseraient sur lui.

La mobilisation continue jusqu'à suspension de la mesure d'expulsion.

MARSEILLE : ÇA ROULE !

Gaston Defferre, maire de Marseille, et député sortant, a choisi le 11 mars pour inaugurer le deuxième tronçon du métro de Marseille : un «hasard» soigneusement préparé, pour lequel la municipalité a fait travailler les ouvriers en 3/8, jour et nuit, faisant jusqu'à 50 heures par semaine. Mais Defferre va pouvoir parader à la veille des élections !

LA FIN DE LA COMPAGNIE DU LIERRE ?

D'Ornano, le ministre de la Culture, veut-il étouffer les Compagnies Dramatiques Indépendantes ? Les subventions allouées apparaissent bien maigres par rapport aux besoins de ces troupes théâtrales.

Ainsi, la Compagnie du Lierre n'a reçu que 40 000 francs alors que, pour un fonctionnement correct, calculé au plus juste, cette troupe aurait besoin de 4 fois plus.

En bref...

DERNIERES NOUVELLES D'EMPAIN

Contrairement à ce que laissait croire un appel téléphonique anonyme donné mercredi, il ne semble pas y avoir eu de nouvel enlèvement dans la région lyonnaise. Par contre, on a bien retrouvé dans une boîte aux lettres une vieille carte de club de chasse ayant appartenu à Empain ; mais elle date de 74, et il est peu probable qu'Empain la portait sur lui lors de son enlèvement.

LE COMMISSAIRE RACQUETTAIT

Michel Poivé, commissaire de police du 5^e arrondissement de Paris, avait trouvé une manière très particulière d'arrondir ses fins de mois : il se faisait verser une «enveloppe» de 4 000 F par mois environ, par les vendeurs à la sauvette du quartier latin. C'est sur la plainte de l'un d'eux que l'on a découvert ce trafic, qui durait apparemment depuis quelques années.

tribune libre

Parti et Front uni

Par Jacques JURQUET*

En juin 1949, dressant un bilan des vingt huit années d'existence du Parti communiste chinois, Mao Tsé-toung indiqua : « Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires ; une armée dirigée par un tel parti ; un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti ; voilà les trois armes principales avec lesquelles nous avons vaincu l'ennemi. »

Ces indications ont une portée universelle, si les révolutionnaires des autres pays que la Chine savent en assurer correctement la fusion avec les conditions spécifiques de leur propre révolution.

En France, depuis la dégénérescence bourgeoise complète du Parti communiste français, se pose l'impérieuse tâche de reconstruire les armes de combat révolutionnaire indispensables à la classe ouvrière et aux masses populaires.

L'édification d'un parti marxistes léniniste est apparue dès 1963 comme une tâche à assumer le plus rapidement possible, dans le cadre de la rupture idéologique, politique et organisationnelle du marxisme-léninisme avec le révisionnisme moderne.

Elle n'a pu être assurée de manière définitive par la seule volonté, si juste soit-elle, des premiers militants marxistes-léninistes. Le parti n'est autre que la formation dans laquelle les ouvriers, les petits paysans et les autres travailleurs reconnaissent la force qui représente authentiquement leurs intérêts de classe. C'est dire que la naissance du parti, si opportune et indispensable soit-elle, ne constitue pas encore sa consécration. Mais l'édification du parti commence avec sa naissance, et même au cours des préparatifs poursuivis pour assurer sa fondation. Suivant les conditions historiques multiples et variées, cette édification exige des efforts et une persévérance qui peuvent être de longue durée.

D'ailleurs, quand donc le parti est-il réellement consacré par sa pratique sociale et révolutionnaire, sinon au moment où il remporte ses premiers succès sur la voie de la victoire pour laquelle il a été créé ?

Croire par ailleurs que le parti n'existerait pas, ne mériterait pas d'être reconnu pour sa fonction fondamentale avant sa consécration par la Révolution, ne résulterait que de considérations défaitistes, tournerait le dos à l'expérience si riche du Mouvement communiste international, conduirait à renoncer aux indispensables luttes immédiates et prolongées qui préparent l'ouverture de la voie révolutionnaire au socialisme. La question du parti revêt aujourd'hui comme en 1963 une importance historique prioritaire et décisive. Chaque militant qui se réclame du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung doit en être pleinement conscient.

C'est bien pourquoi les progrès en cours dans le processus d'unification conduisant à l'existence d'un seul parti

marxiste-léniniste sont suivis par tous avec un grand espoir. Avec confiance et enthousiasme. Mais aussi, et c'est là bien normal, avec une attention vigilante. Personne ne veut se trouver à commettre des erreurs. L'intérêt que suscite les perspectives actuelles de l'unité déborde les rangs des militants marxistes-léninistes organisés. La dynamique de cette unité se manifestera par un essor quantitatif et qualitatif du parti.

La tentative également en cours de développer un courant de masse contre le capitalisme et contre le révisionnisme, lancée par le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et par le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, a déjà remporté des résultats positifs. En ce sens, l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, largement ouverte à de nombreux travailleurs sans parti, devra poursuivre et intensifier son activité immédiatement après la clôture des élections législatives, qui auront facilité son lancement.

Le bilan de l'activité et du développement de l'U.O.P.D.P. qui sera dressé à l'issue de la bataille politique des législatives aura pour but de dégager les enseignements permettant d'assurer la poursuite des efforts commencés en les rendant de plus en plus efficaces.

L'U.O.P.D.P., qui n'est pas le Front Uni assurant l'alliance de classes, couches et groupements révolutionnaires sous la direction du parti de classe du prolétariat, participe au courant de masse contre la bourgeoisie de droite comme de gauche. En ce sens, elle peut contribuer au développement du Front Uni, dont il reste à fixer les fondements théoriques et les formes concrètes.

La question du Front Uni est d'ailleurs une question capitale depuis 1963. A son sujet, le Comité Central du Parti Communiste Chinois, polémiquant avec les révisionnistes soviétiques, concernant la ligne de ses propositions concernant la ligne générale du Mouvement Communiste International du 14 juin 1963 : «...En dirigeant la lutte révolutionnaire dans les pays impérialistes et capitalistes, les partis prolétariens doivent maintenir leur indépendance sur le plan idéologique, politique et de l'organisation. Ils doivent en même temps unir toutes les forces susceptibles d'être unies pour former un large Front Uni contre le capital monopoliste et contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme ».

Entre l'édification du parti et le développement du front uni existe un rapport dialectique, qui se manifeste avant tout par le fait que les progrès de l'un contribuent aux progrès de l'autre. Il est donc d'une extrême importance que tous les militants marxistes-léninistes étudient de manière approfondie les principes théoriques et pratiques qui lient le parti et le front uni, en vue d'en assurer une application vivante et fructueuse aux conditions particulières de la France, pays du second monde, dominé par un système de capitalisme monopoliste d'État.

* Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité Rouge.

INFORMATIONS GENERALES

Procès de Klaus Croissant

POUR HERSANT, «L'ALLEMAGNE EST UN PAYS SÉRIEUX»

«L'avocat de la bande à Baader risque seulement cinq ans de prison pour son action pro-terroriste en RFA». C'est le titre du *Figaro* du 9 mars sur le procès de l'avocat Croissant. Un titre dont les «promesses» sont loin d'être déçues par l'article du même acabit qui suit, c'est un de ces éditoriaux policiers signés par un journaliste à la solde de Hersant.

D'emblée, la couleur est annoncée : «...Le procès de Klaus Croissant sera celui du terrorisme et débouchera fatalement sur le rôle de l'avocat et ses limites». Un «terrorisme» contre lequel Hersant voudrait, pour la RFA aussi, plus de moyens : «Les milieux parlementaires ont voté une loi antiterroriste, très édulcorée d'ailleurs...» Et, après avoir regretté que la peine maximale possible ne soit pas plus forte que 5 ans : «Il lui (Croissant) sera difficile à ce compte d'adopter la «pose du martyr». Ce qui n'enlève rien à l'impact de son procès. Et cela d'autant plus que l'on juge actuellement plusieurs autres terroristes en RFA.»

L'éditorialiste, pour son compte, n'arrive guère à cacher la démanigaison de réprimer qui le gratte furieusement : «Cinq ans au maximum. Le tribunal de Stuttgart ne pourra aller

au-delà, à moins de violer les obligations internationales souscrites par la RFA». Des obligations jugées «très contraignantes» dans le même article...

«Pourtant le président a tendu la perche.»

Mais le pompon revient sans conteste au «reportage» effectué par l'envoyé spécial du *Figaro* et publié dans l'édition de vendredi. Tout est fait pour assimiler l'attitude de la défense à une «obstruction» et prouver la bonne volonté de la justice allemande.

Les avocats de Croissant refusent de se laisser fouiller si le procureur lui-même et les juges ne sont pas soumis à la fouille : le *Figaro* n'arrive vraiment pas à comprendre l'attitude de la défense : «Pour-tant le président a tendu la perche aux avocats en décidant en dernière heure que les policiers n'obligeraient plus juristes et public à retirer — momenta-

nément — vestes, pantalons et chaussures. Ce n'est plus qu'une fouille du genre aérodrome. Avec obligation de ne dégraffer la ceinture que si le détecteur siffle.» Voyons ! Et du reste si vous n'êtes pas convaincu du «libéralisme» qui règne à Stammheim, *Le Figaro* va tout vous expliquer : «Le service d'ordre extrêmement réduit à Stammheim, quasi inexistant à Stuttgart contrairement aux informations données par certaines agences, n'évoque nullement un Etat policier. Ni les avocats, ni les journalistes n'ont dû retirer pantalons et chaussures pour rentrer par deux portillons dans le tribunal contigu à la prison. On remet son stylo, sa montre dans un sachet plastique au greffe. La justice allemande a fait les frais d'un bloc-notes et d'un crayon taillé en pointe pour chaque journaliste.»

Touché par tant de rigueur et de prévenances, le journaliste conclut : «L'Allemagne est un pays sérieux». Peut-on en dire autant du *Figaro* ?

Pierre PUJOL

«LEGITIME DEFENSE» OU MEURTRE LEGITIME... ?

«Si on remet Godard en prison, j'ai 240 maires qui sont là dans l'heure qui viendra.»

Godard, c'est ce restaurateur qui, le 5 décembre 1976, descendait d'un coup de fusil un jeune qui cassait à coup de cric la victime du restaurant, à la Feuillie.

Ces paroles, c'est le maire de La Feuillie qui les prononçait lors du procès du 31 janvier et qui condamnait Godard à un an de prison avec sursis et 50 000 francs de dommages et intérêts pour la famille de la victime. C'est ce fait divers qui est à

l'origine de la création de l'organisation réactionnaire «Légitime défense» qui justifie et développe les méthodes de justice radicale et sans appel, telle celle que Godard n'avait pas hésité à employer.

Le fondateur de cette milice n'est autre qu'un magistrat, ancien président de la Cour de Sûreté de l'Etat, Romerio, et qui soutenait le maire de La Feuillie en ces termes : «Tenez bon, monsieur le Maire, les honnêtes gens sont avec vous». Dans cette même organisation, qui prône le renforcement des effectifs de flics, on peut y trouver, le responsa-

ble du comité de soutien au brigadier Marchaudon, ce flic qui avait descendu froidement un jeune immigré «à bout touchant» !

Un beau ramassis d'honnêtes gens ! En pleine campagne de souscription pour soutenir leur organisation qui tiendra son congrès au mois d'avril. C'est cette officine ultra-réactionnaire qui voudrait mettre fin, par des pratiques terroristes, aux méfaits que commettent certains jeunes pour pallier à leur révolte impulsive, aux manques de perspectives de cette société, à leur isolement et leur défaitisme !

Marseille

MORT POUR UN AUTORADIO

Un inconditionnel de la propriété a assassiné un jeune alors que celui-ci, aidé d'un copain, s'emparait d'un autoradio dans une voiture en stationnement.

Lors de leur méfait, l'antivol se déclenche, hurlant. Ce jour-là, la mort frappera Bruno Gestin. Le propriétaire du véhicule, alerté par la sirène, s'empara de son fusil à lunette et fit feu, cinq ou six fois sur le duo en fuite. Une

balle atteint Djamel à l'épaule alors qu'il zigzaguait sur son cyclomoteur pour éviter les projectiles, tandis que Bruno, mortellement blessé, s'affaissa sur la chaussée : «Il est mort pour des conneries. Un poste autoradio contre une vie...» Djamel n'a pas de mots pour exprimer toute sa rancœur.

Ce vol, il l'inscrit dans une suite logique, une réponse aux difficultés qu'éprouvent sa famille et

celle de son copain décédé. Aujourd'hui il dit : «Il faut que je parte de sinon je ne m'en sortirai pas.» Il lui aura fallu voir la mort de son copain pour réaliser l'inconséquence de sa démarche.

Quant au tireur meurtrier, s'il risque une peine d'un an, il y aura toujours une autre gâchette facile pour renouveler son geste et défendre la propriété, si petite soit-elle.

A la veille du 1^{er} tour

CE QU'ILS EN DISENT

Par Anne Rhein et Franck Roussel

A Bonn...

La presse allemande qui consacre ces jours-ci des séries d'articles aux élections législatives en France, note l'importance particulière que celles-ci revêtent, cette fois-ci, tout en soulignant fortement que ni les partis de gauche, ni les partis de droite ne sont en mesure de s'imposer de façon convaincante aux électeurs, vu leur état avancé de désunion.

«Ils étaient publiquement leurs disputes internes, s'insultent, se mettent les bâtons dans leurs propres roues. Et il en restera ainsi — tout l'indique — jusqu'à la dernière minute» écrit *Die Zeit*, hebdomadaire proche du parti libéral qui participe au gouvernement de Bonn. Celui-ci qui estime que la droite est déchirée par des rivalités internes, pense que seul Chirac surnage. Face à un Barre qui doit «s'appuyer sur un centre et une aile gauche, qui ne brillent ni par leur engagement exemplaire ni par un projet clair», et dont le programme de Blois est «pratiquement tombé en oubli», c'est Jacques Chirac qui «dans cette situation embrouillée est devenu la figure de proue» (*Die Zeit*).

Désunion à droite et à gauche, volonté nette d'une grande partie de la population d'en finir avec le système actuel. *Die Welt* (Chaine Springer) tire la conclusion : «Quelle que soit l'issue de ces élections, elles donneront à la France un régime faible».

SI LA GAUCHE GAGNE

Que se passerait-il si la gauche gagne ? La presse allemande ne cache pas ses inquiétudes vis-à-vis de l'action du PCF. *Die Welt* après les rencontres franco-allemandes de début février, avait violemment attaqué la social-démocratie allemande qui, par sa discrétion «tolérait» qu'une «faucille rouge parcoure l'OTAN de la Sicile à la Normandie» et «abandonnait» la France, «pivot de l'avenir européen». *Die Zeit* ne s'avance pas si loin, mais estime néanmoins qu'une victoire de la gauche ne faciliterait aucunement les relations franco-allemandes.

Les journaux proches des grands partis bourgeois en profitent pour essayer au passage de présenter un visage rassurant du régime de l'Allemagne fédérale et justifier ainsi les atteintes aux libertés démocratiques qui s'y multiplient.

Pour *Die Zeit*, les difficultés des relations, si la gauche passe, viendraient de «la méfiance prononcée à l'égard de la République fédérale».

LES FRANÇAIS SONT BORNÉS

«On peut voir partout en République fédérale des tendances néo-nazies ; le décret sur les extrémistes et les lois anti-terroristes deviennent synonymes de chasse aux sorcières et de répression». «Que cela repose sur une méconnaissance totale de la réalité

allemande renforcée par le fait que les Français se cramponnent de façon franchement bornée à ce qui s'est révélé être faux, ne change pratiquement rien à l'affaire».

D'autres «hypothèques pesant sur les relations franco-allemandes» seraient créées, selon *Die Zeit* surtout par la participation du PCF au pouvoir, celui-ci risquant d'imposer son point de vue dans plus d'un domaine. Ne serait-ce qu'au niveau de la défense où les dirigeants du PCF «n'ont jamais caché que leur conversion à la défense atomique vis en première ligne la protection contre une agression allemande». Ou au niveau européen où «la France préconiserait une politique protectionniste difficilement compatible avec les principes allemands de compétition et libre circulation. La méfiance envers les entreprises multi-nationales, l'aspiration à l'indépendance nationale et au prestige économique se heurterait à l'offensive allemande».

«CHIRAC, SAUVEUR DE LA NATION»

«Si par exemple, la gauche arrive au pouvoir mais échoue — dans ce cas, les gaullistes sous Chirac peuvent attendre tranquillement de nouvelles élections en automne. Si le président de la République Giscard d'Estaing baissait les bras tôt ou tard — dans ce cas, Chirac serait l'homme de l'heure. Chirac comme sauveur de

la nation — une vue de l'esprit pas si absurde que ça».

Mais la presse souligne cependant ce qui selon elle et la bourgeoisie allemande, pourrait être le meilleur «choix» : un gouvernement de centre-gauche. Ainsi, le Général Anzeiger proche du gouvernement écrit : «Le chancelier Schmidt a su jusqu'à présent garder pour lui ses vœux (et il en a) avant les élections françaises. Il ne pense rien de bien de ministres communistes en Europe occidentale (...). Le fait de renoncer aux mises en garde ne signifie pas que les espoirs attachés par Bonn à ces élections aient un caractère secret. Le gouvernement fédéral allemand serait soulagé et satisfait si Mitterrand pouvait être séparé des communistes et devenir premier ministre d'un gouvernement de centre-gauche sur le modèle de Bonn.» Et *Die Zeit*, lui-même, de souligner aussi qu'en cas de victoire de la gauche : «Il serait certainement faux d'annoncer la fin imminente de l'amitié franco-allemande. Car aussi si la gauche française serait forcée d'en rabattre et de s'arranger avec les réalités. Elle sait que la République fédérale est de loin son partenaire commercial le plus important qui ne peut pas tout simplement être remplacé. Et justement à cause de l'instabilité de l'union de la gauche, les socialistes se garderont bien d'abandonner tout simplement leurs liens croissants avec le SPD».

● Les commentaires de la presse dans les différentes capitales se sont multipliés ces jours-ci, au sujet des échéances électorales en France. En particulier de Washington à Moscou, en passant par Bonn, les partis bourgeois expriment à travers les organes de presse, leur «choix» et, tout en maintenant une certaine prudence, sous-entendent qu'ils n'hésiteront pas à peser sur la situation intérieure en France, dans les prochains mois.

A Washington..

L'opinion américaine a été informée jour après jour des péripéties de la campagne électorale en France : de la rupture de l'Union de la gauche, de la cassure de la droite, des discours des uns et des autres.

Au sujet de Marchais, *Time Magazine* remarque qu'il «a décrété que les communistes refuseront de voter pour les socialistes au second tour s'ils n'obtiennent pas plus de 21 % au premier tour, ce qui est précisément le pourcentage que les sondages lui accordent. C'était simplement un acte de chantage politique, afin de renforcer le PCF au détriment du PS (23/01)».

POUR DES TECHNOCRATES PRO-PS

Pour *Newsweek*, journal des milieux d'affaires américains, qui titre : «L'ère du gaullisme est révolue», «la pression pour le changement est devenue intense. Le président VGE a institué de nombreuses réformes, certaines nettement insuffisantes. Maintenant les électeurs français ont le sentiment que le moment est arrivé de «sortir les sortants» (en français dans le texte).

La presse US semble donc se ranger à l'idée d'une victoire de la gauche qu'elle préférerait sans le PC ; aussi examine-t-elle les différentes combinaisons de gouvernement excluant le PCF. La solution qui lui semble la plus acceptable est celle d'un gouvernement centre-gauche, composé de technocrates proches du PS et des radicaux de gauche, dont le Premier ministre pourrait être Claude Cheysson, un socialiste, membre du CERES, siégeant à Bruxelles.

LES AMÉRICAINS EN VEULENT PLUS !

Abordant les conséquences économiques de

la victoire de l'Union de la gauche, l'hebdomadaire s'inquiète : «Les investissements étrangers dans l'industrie française diminueront considérablement.» Le journal des milieux d'affaires américains qui trouve les lois françaises trop sévères pour les capitaux US, même sous Giscard, écrit : «Pour les sociétés américaines installées en France, cette inclination soudaine vers la gauche les fait trembler. Les contrôles français sur le commerce extérieur et sur les exportations de capitaux ont fait échouer presque toutes les stratégies conventionnelles que les trésoriers utilisaient pour établir une barrière de protection contre la baisse éventuelle d'une monnaie étrangère. Comme le déclare le trésorier d'une importante multinationale américaine à Paris : «Les lois françaises sont devenues si sévères que la seule chose que nous puissions faire, c'est faire confiance à nos banquiers.»

GEL DES RELATIONS

Et la presse américaine d'énumérer les raisons qu'auraient les partenaires européens de la France, de craindre la venue de la gauche au pouvoir : la Grande-Bretagne y est hostile car elle craint les barrières douanières françaises, l'Italie ne veut pas d'un PCF au gouvernement en France de peur de voir le PCI devenir plus exigeant ; quant à la RFA, c'est pour sa sécurité qu'elle craint le plus, redoutant d'être prise en sandwich entre l'URSS et une France «communiste» alliée de l'URSS.

L'hebdomadaire *Newsweek* résume ainsi la position américaine : «Les USA ne seraient pas gênés d'un gouvernement qui incluerait les socialistes. (...) Mais une majorité socialo-communiste aurait pour effet de geler les relations franco-américaines.»

Ce que Mitterrand répond à *Newsweek* (Extraits)

— Q : On dit qu'une victoire de la gauche ferait que Giscard désignerait un gouvernement de technocrates acceptables par la gauche, mais en dehors des partis de gauche. Le nom de Claude Cheysson, un socialiste membre de la commission de la CEE à Bruxelles a été prononcé comme éventuel 1^{er} ministre : qu'en pensez-vous ?

— R : Je n'ai jamais réclamé le poste de 1^{er} ministre en cas de victoire de la gauche. Le président de la République est libre de désigner le 1^{er} ministre de son choix. Il aura l'obligation politique de choisir un 1^{er} ministre issu de la nouvelle majorité.

Il appartiendrait aux partis de gauche de décider s'ils veulent soutenir un tel 1^{er} ministre. Qui que ce soit qui représente honnêtement la gauche et sera désigné comme 1^{er} ministre aura mon soutien.

AU DELA DE LA PRUDENCE

Cependant, cette «prudence» n'empêche nullement les Soviétiques de préciser ce qu'ils entendent par «resserrement» des rapports soviéto-français et le rôle qu'ils souhaitent voir jouer au PCF dans ce sens. Ainsi, dans un long article consacré aux élections législatives en France, l'hebdo-

maire *Temps nouveaux* écrit notamment : «La droite ne cesse de remettre en question la politique de détente, cherche à renforcer les accents atlantiques dans la politique étrangère et à empêcher la coopération avec l'URSS et les autres États socialistes. L'opinion démocratique critique à juste titre la position non constructive du gouvernement sur un problème aussi brûlant que le désarmement. (...)»

La presse parlée et écrite réactionnaire poursuit sa campagne anti-communiste et anti-soviétique et cherche à semer la méfiance envers la politique de l'URSS. Les documents de certains partis, et les documents de la presse de droite reprennent les thèses mensongères d'un «condominium des super-puissances», d'une «menace soviétique». La réaction a besoin de telles attaques non seulement pour empêcher la détente, mais encore pour discréditer le socialisme en général et les partis communistes et ouvriers qui le défendent. (...)»

Les forces démocratiques du pays exigent que

la France ratifie les accords sur la prévention d'une guerre nucléaire et les traités sur l'interdiction des essais nucléaires et sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elles se prononcent contre l'anti-communisme et l'anti-soviétisme et préconisent le large développement de la coopération avec l'Union Soviétique».

DEUX FERS AU FEU

En même temps, l'hebdomadaire soviétique sous-entend qu'il y a dans la bourgeoisie actuellement au pouvoir en France, de larges possibilités d'accords avec l'URSS, cette réflexion s'appuyant évidemment sur les nombreuses concessions faites par l'impérialisme français aux pressions soviétiques, au cours de ces dernières années. Ainsi, à propos des déclarations qu'avait faites Carter sur l'éventuelle arrivée des révisionnistes au pouvoir en Europe de l'Ouest :

«Le PCF s'est de nouveau prononcé avec fermeté contre la pression américaine contraire à l'es-

A PROPOS DE «VIRAGE A DROITE»

En ce qui concerne le tableau des forces politiques en France, l'hebdomadaire soviétique estime non pas que le PS a «viré à droite» mais que «les communistes, dans leurs relations avec les socialistes, ont péché pendant une certaine période par opportunisme de droite». Et souhaitant voir notamment le PCF défendre plus nettement en France la politique soviétique, la presse aux ordres du Kremlin note : «Malheureusement les forces progressistes en France ne ripostent pas toujours comme il se doit aux éclats d'anti-soviétisme».

INTERNATIONAL

En bref...En bref...

**MARTINIQUE :
UN MORT,
CINQ BLESSÉS**

La campagne électorale que mène la droite en Martinique a tué à Fort-de-France : dans la nuit de jeudi à vendredi, le candidat de la «majorité» tenait un meeting sur les marches de la maison des sports, sous la protection d'un service d'ordre de 40 personnes dirigées par deux Américains. Cette provocation a amené une manifestation de protestation dans la foule ; un affrontement bref mais extrêmement violent a provoqué la mort d'une personne ; on compte aussi 6 blessés graves et de nombreux blessés légers.

**GRIGORENKO
DECHU**

Ancien général de l'Armée rouge, Piotr Grigorenko, dissident

soviétique, a été déchu de sa nationalité par un décret de Brejnev, rendu public, le lendemain même de la clôture de la Conférence de Belgrade. Grigorenko qui a subi plusieurs années d'hôpital psychiatrique, avait obtenu un visa de 6 mois pour les USA, où réside son fils, le voilà interdit de séjour dans son pays.

**NEGOCIATIONS
FRANCE - ALGÉRIE ?**

Le ministre des affaires étrangères a reçu hier à Paris l'ambassadeur d'Algérie, pendant que l'ambassadeur de France était reçu à Alger. Cette visite semble prélude à une relance des relations entre les deux pays, notamment par la télévision des accords d'Evian, qui n'existent d'ailleurs plus qu'en papier, et que l'Algérie a par ailleurs dénoncé.

Italie : le procès des «Brigades Rouges» est repoussé

PRETEXTE AU RENFORCEMENT DE LA REPRESSION

Le procès des brigades rouges qui avait commencé jeudi dernier à Turin a été interrompu 20 minutes après la reprise de l'audience vendredi matin et renvoyé à samedi, quatre défenseurs ayant renoncé à assurer leur fonction.

Au début de la matinée

de vendredi, les brigades rouges ont commis un attentat sur la personne de l'ancien responsable adjoint de la lutte anti-terroriste à Turin. Celui-ci attendait le tramway quand deux hommes descendus d'une voiture ont déchargé leurs pistolets sur lui. Il est mort quelques minutes

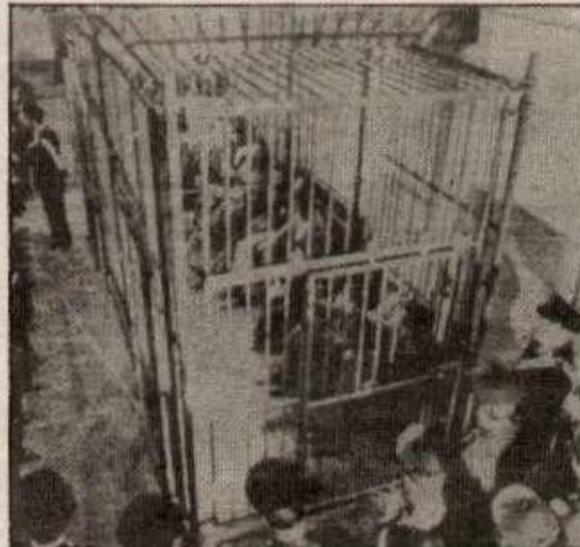
plus tard.

Le procès des Brigades rouges s'est ouvert après 21 mois de procédure. Turin a été transformée à cette occasion qui sert aussi de prétexte, en ville en état de siège : 4 000 policiers et carabinieri, barrières de police coupant la rue aux passants devant l'ancienne caserne de Lamarmora transformée en tribunal, patrouilles et tireurs d'élite, etc. Pour pouvoir tenir ce procès, le gouvernement italien a fait voter une loi prévoyant de choisir des jurés parmi la population d'une ville jusqu'à ce que le nombre requis soit atteint pour chaque procès d'assise. Les jurés malgré eux, à qui l'État garantit une protection policière pendant un an, se dérobent l'un après l'autre, en présentant des certificats médicaux ou même en se réfugiant en Suisse.

La radio du Parti radical à Rome dont la secrétaire générale, Adélaïde Agieta, avait accepté de figurer dans le jury, a été attaquée par un commando des

Brigades rouges moins de deux heures avant l'ouverture du procès. Les Brigades rouges ont diffusé sur l'antenne un message dans lequel elles prétendaient «passer de la guérilla urbaine à la guerre ouverte». Les Brigades rouges qui se sont attaquées à plusieurs reprises aux représentants de l'État, n'ont pas hésité cette fois à enchaîner un syndicaliste aux grilles de la «Fiat» pour tourner en dérision «l'attachement des ouvriers à l'outil de travail».

La répression contre les Brigades rouges sert de prétexte à l'État italien pour mettre en place des structures répressives supplémentaires contre le mouvement des masses en Italie et déconsidérer les révolutionnaires. Tandis que le PCI appelle ouvertement au renforcement de l'arsenal répressif de l'État capitaliste, Novelli, le maire révisionniste de Turin a déclaré : «Si le procès n'avait pas commencé, cela aurait été très grave pour la démocratie».



4 500 policiers et une cage pour les accusés des «Brigades Rouges»

LA FRANCE APRÈS MARS 78

LES SUPER-PUISSANCES ET LEURS MOYENS DE PRESSION (1)

Par Grégoire CARRAT

A l'approche des échéances électorales de mars, des pressions diverses qui ne sont pas seulement verbales, s'exercent sur l'impérialisme français : ainsi le coup de semonce américain que constitue le déménagement en RFA du centre de distribution IBM Orly, ainsi le coup de semonce lors de la chute du franc en janvier, chute à laquelle les firmes américaines installées en France, ont largement contribué, ainsi le fait qu'Américains et Allemands «courtisent» Mitterrand, qui apparaît actuellement à leurs yeux, selon leurs commentaires, comme susceptible de pouvoir faire obstacle, en cas d'une victoire de la gauche, à une mise en œuvre du projet du PCF. Moyens économiques, appuis politiques ne sont et ne seront pas ménagés à l'ouest pour tenter de faire barrage à une évolution de la situation intérieure française qui serait considérée comme une menace pour les intérêts de l'impérialisme américain, notamment en Europe.

L'«ALTERNATIVE» A L'EST

Le PCF prétend répondre à l'interrogation de la bourgeoisie : comment retrouver une assurance politique et assurer à l'impérialisme français une place «honorable» au niveau mondial. Le capitalisme d'État qu'il se propose d'instaurer pour cela, au cœur de l'Europe occidentale, conduirait à remettre en cause bien des mécanismes économique, commerciaux, financiers, existant entre pays européens et avec les États-Unis : la place de l'État devenant plus importante dans le fonctionnement de l'économie, en permettant notamment une plus grande centralisation et concentration des moyens économiques, la pénétration des capitaux et la concurrence prendraient des formes différentes. De plus, pour surmonter la résistance que ne manqueraient pas d'opposer les capitalistes actuels, —s'appuyant sur leurs relations internationales— à des transformations aboutissant à une recomposition de la bourgeoisie, le PCF rechercherait des solutions de rechange, une alternative à la division internationale de la production, qui existe parmi les pays occidentaux. Il serait amené ainsi à se tourner d'une part plus vers le Tiers-Monde, et surtout, notamment pour les domaines-clés de l'industrie, vers l'Est. La diversification des échanges que le PCF envisage en développant les relations économiques avec certains pays d'Europe du Sud (Espagne, Italie) et avec les pays du Tiers-Monde, ne pourrait suppléer ni en volume, ni en niveau technologique, au desserrement des liens avec les États-Unis et l'Europe du Nord (RFA notamment), auquel il songe.

En remettant en cause la place de la France dans la division du travail parmi les pays occidentaux, la gestion du PCF pourrait faire pencher l'impérialisme français vers l'URSS, d'autant plus que les positions de ce parti, et par exemple sa politique de défense, coïncident avec les positions soviétiques sur des points essentiels. D'ailleurs le PCF, dans ses écrits, n'hésite pas à affirmer que l'URSS est «la force déterminante de l'histoire», celle à laquelle l'impérialisme français doit se lier pour s'assurer de manière durable une place importante dans le monde.

LES BARRAGES

Si l'éventualité de l'arrivée du PCF au gouvernement peut signifier la possibilité à terme d'une évolution accentuée en faveur de l'URSS du rapport des forces en Europe, les conditions dans lesquelles cette évolution se réaliserait peuvent restreindre sa portée.

Tout d'abord, les États-Unis ont clairement montré, lors de la visite de Carter en France notamment, la confiance qu'ils accordaient à Mitterrand, pour entrevoir la mise en œuvre de la politique du PCF. Ensuite, la question de la place exacte qu'occuperait le PCF au sein d'un gouvernement de gauche n'est pas encore tranchée.

L'émergence d'outsiders tels Mendès-France ou Cheysson laisse entrevoir une éventualité de gouvernement centre-gauche minorant considérablement la place du PCF, c'est en tout cas ce que souhaitent les Américains, même si, disent-ils, le PS apparaît néanmoins fragile face au PCF et les solutions centre-gauche instables.

Pour autant les États-Unis peuvent trouver un grand avantage à soutenir des formules de ce type pour essayer de faire barrage au PCF sans intervenir trop ouvertement, dans la mesure où, à l'inverse du PCF, les positions et la réflexion du PS concernant la place de l'impérialisme français dans le monde ne remettent pas en cause «l'interdépendance» existant avec les autres pays occidentaux.

L'appui américain peut avoir d'autant plus d'efficacité que le PCF doit compter avec les réalités existantes qu'il ne peut transformer brutalement. En effet, la possibilité pour les États-Unis d'intervenir ne tient pas uniquement dans leur puissance militaire mais aussi dans le poids qu'ils ont au sein même de l'économie française.

Non seulement, ils dominent le système monétaire et peuvent ainsi agir sur le franc, non seulement ils

occupent une place importante dans des branches-clés de l'industrie française, mais en plus ils sont assurés vu l'importante unité d'intérêts avec les autres pays impérialistes occidentaux, d'une convergence de positions avec eux, quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la France. La conséquence en sera que se fera sentir pleinement la dépendance dans laquelle se trouve l'économie française à l'égard des pays ouest-européens tels que l'Allemagne. La production française est en effet fortement tributaire actuellement, des industries des autres pays occidentaux qui l'approvisionnent en produits semi-finis et auxquelles elle livre les siens.

Plus que toutes les autres, cette dépendance-là ne peut être remise en cause du jour au lendemain, sous peine de voir l'impérialisme français perdre toute chance de conserver une place importante dans le monde, une place que le PCF prétend améliorer. Ainsi existe un barrage extérieur puissant à la mise en œuvre éventuellement du projet du PCF, barrage qui peut en même temps servir de base solide aux forces qui lui sont hostiles à l'intérieur. Dans un moment décisif, ce frein peut devenir un blocage. La limite que le PCF pourrait rencontrer de ce fait serait d'autant plus difficile à surmonter qu'il trouverait moins facilement des alternatives sur le marché mondial. Le bloc de l'Est peut seul —éventuellement— l'offrir. Encore ne serait-ce qu'au prix d'une décision délibérée de Moscou, qui accepterait du même coup d'intensifier l'épreuve de force en Europe, avec les USA. Jusqu'à présent, les Soviétiques brandissaient leurs armes pour impressionner la bourgeoisie française et entretenaient de bonnes relations avec tous les partis bourgeois français. Ils sont ainsi parvenus à arracher des concessions importantes à l'impérialisme français (l'attitude prudente observée à Moscou devant les élections pourrait se prolonger au-delà). Mais l'évolution des rapports avec les USA et de la situation en France pourraient décider l'URSS à intervenir plus nettement, notamment au plan économique, avec le COMECON.

Quoi qu'il en soit, les élections françaises rendent plus sensibles la rivalité entre les super-puissances, sur le continent européen, une rivalité fondée sur des prétentions auxquelles aucune des fractions de la bourgeoisie n'est capable de riposter.

Nous examinerons à partir de demain ces moyens de pression dont disposent respectivement les États-Unis et l'URSS, pour influencer à l'avenir sur la situation intérieure française.

(à suivre)

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 11 mars

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine Auto-Moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 30 - Numéro un
21 h 30 - Serpico
22 h 25 - Télé-foot 1
23 h 25 - Journal et fin

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 00 - course autour du monde
18 h 55 - 19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les 6 jours d'Antenne 2
20 h 35 - Madame le Juge
22 h 10 - Questions sans visage
23 h 00 - Show Norman Wisdom
23 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Ballets de l'opéra de Marseille
21 h 35 - Court métrage français
22 h 05 - Journal et fin

Dimanche 12 mars

TF 1

14 h 00 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 25 - Concours 1978 de la chanson française
15 h 30 - Paul et Virginie
16 h 00 - Tiercé à Auteuil
16 h 05 - L'île perdue
16 h 35 - Sports première
17 h 45 - Sur un arbre perché. Film français avec Louis de Funès (1970) avec de Funès
19 h 15 - Les animaux du monde
20 h 30 - Spécial élections : résultat du 1^{er} tour.

A 2

13 h 20 - Bon dimanche (suite)
19 h 00 - Fias journal
19 h 05 - Stade 2
19 h 45 - Journal
20 h 00 - Soirée électorale

FR 3

17 h 15 - Espace musical
18 h 10 - Cheval, mon ami
18 h 35 - Plein air
19 h 05 - Spécial DOM-TOM
19 h 20 - L'Odyssée de Scott Hunter
19 h 45 - Journal
20 h 00 - Elections législatives
20 h 25 - Croix de ma mère et cœur de Margot.
21 h 15 - Elections (suite)
23 h 00 - Sabata. Film italien de Frank Kramer (1969) avec Lee Van Cleef.
0 h 40 - Elections (fin)

Lundi 13 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le couturier de ces dames.
22 h 05 - Pour le cinéma
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 50 - La tête et les jambes
21 h 55 - La farce du Cestin
22 h 45 - Zig-zag : les ballets russes de 1909 à 1929.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Homme. Western américain.
22 h 15 - Journal

BLOC NOTES

Exposition

L'affiche politique française au XX^e siècle

Un musée témoigne de l'histoire

d'affiches politiques dans le but de créer un « musée de l'imagerie politique ». L'exposition actuelle donne un excellent avant-goût de ce que pourrait être un tel musée.

Des affiches officielles pour l'emprunt de guerre en 1914, avec leur style « pompier », le visiteur passe à la propagande vichy-soise inspirée par le graphisme des affiches nazies. La Libération occupe une bonne place dans l'exposition. Affiches gaullistes reprenant, à peine modifiés, les thèmes pétainistes ou affiches de gauche magnifiant les « lendemains qui chantent... ».

Les affiches révolutionnaires de Mai 68 sont à plus d'un titre les plus attrayantes. Par les idées qu'elles défendent, et par leur graphisme dépouillé, accompagné d'un mot d'ordre bref et percutant. Un style si frappant que les ministres CDR (Comités de Défense de la République, gaullistes) vont l'imiter.

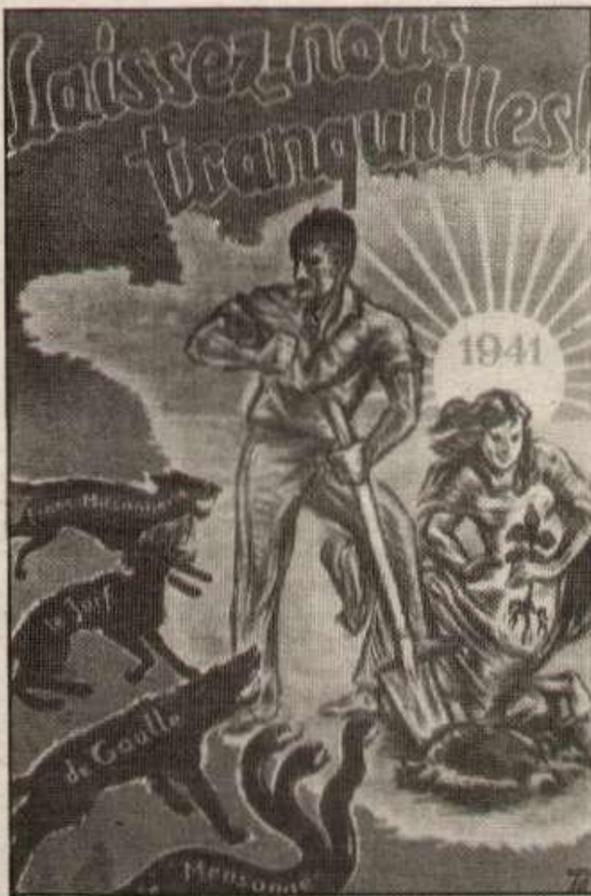
Aucun commentaire n'accompagne les affiches présentées. Ce serait superflu, tant elles parlent d'elles-mêmes. Au premier coup d'œil, on retrouve l'époque de leur réalisation, les événements qui les ont amenées, l'idéologie de leurs auteurs.

Et puis, les affiches que nous voyons dans la rue sont-elles commentées ? Or l'exposition se veut une rue, dont les murs se seraient progressivement couverts d'affiches jamais décollées. Un mur témoin de notre histoire.

« L'affiche politique française au XX^e siècle »
Chronologie historique et graphiques en 120 affiches

GALERIE LE SEVRIEN
99 rue de Sèvres
Paris 6^e

Face au métro Vaneau
Tous les jours
sauf le dimanche
de 10 h à 22 h
jusqu'au 30 avril



La hideuse propagande pétainiste.

Les affiches politiques couvrent actuellement nos murs à l'excès. Dans quelques semaines, elles disparaîtront. Aucun musée ne s'inquiètera de les réunir, alors qu'à travers elles, c'est toute une période de notre histoire que l'on peut lire.

Pendant un mois et demi (jusqu'au 30 avril), 120 affiches retracent l'histoire politique de notre siècle à la galerie « Le Sévrien ». L'exposition est réalisée par Alain Gesgon, historien photographe qui a réalisé en 10 ans la plus importante compilation

Et l'acier fut trempé

86^e épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

Sur l'emplacement de la colline béait maintenant une vaste fosse et, tout autour, la neige était maculée de terre sur des dizaines de mètres.

Des hommes armés de pioches et de pelles se précipitèrent vers l'excavation formée par l'explosion.

Dès le départ de Joukhraï, une compétition acharnée se développa sur le chantier : la lutte pour la primauté.

Bien avant l'aube, sans réveiller personne, Kortchaguine se leva et, déplaçant avec peine ses pieds engourdis par le sol glacé, se dirigea vers la cuisine. Ayant fait bouillir de l'eau pour le thé, il revint et réveilla son groupe.

Quand le reste du détachement se réveilla, le jour était déjà levé.

Dans la baraque, pendant le thé du matin, Pankratov se glissa jusqu'à la table où se trouvaient Doubava et les autres gars de l'arsenal.

— Tu as vu, Mitiaï, Pavka a fait démarrer son équipe au petit jour. Ils ont déjà dû poser une vingtaine de mètres. On dit qu'il a tellement bien remonté les gars des ateliers du dépôt qu'ils ont décidé de boucler leur tâche pour le 25. Il veut nous damer le pion à tous. Mais, minute, ce n'est pas encore fini ! exposa-t-il avec indignation à Doubava.

Mitiaï eut un sourire aigre. Il comprenait très bien pourquoi l'initiative des gars des ateliers avait piqué au vif le secrétaire du Komsomol du port fluvial. D'ailleurs, Doubava se sentit lui-même touché : son copain Pavloucha avait, sans dire un mot, lancé un défi à tout le détachement.

— Les amis sont les amis, mais chacun son tabac. La seule chose qui compte ici, c'est de dépasser le voisin, conclut Pankratov.

Vers midi, le travail énergique du groupe de Kortchaguine fut brusquement interrompu. L'homme de garde, posté près des fusils formés

en faisceaux, aperçut entre les arbres un groupe de cavaliers et donna l'alerte en tirant un coup de feu.

— Aux armes, les gars ! V'la la bande ! commanda Pavel et, jetant sa pelle, il courut à l'arbre où était accroché son mauser.

Fusil en main, les membres du groupe s'allongèrent dans la neige en bordure de la route. Les cavaliers de tête agitèrent leurs bonnets de fourrure. L'un d'eux cria :

— Doucement, camarades ! On est des vôtres ! Une cinquantaine de cavaliers portant des vareuses de la 1^{re} armée et l'étoile rouge à leur coiffure débouchèrent sur la route.

Un peloton du régiment de Pouzyrevski venait visiter le chantier. Pavel remarqua l'oreille sabrée de la monture du commandant. La belle jument grise au front taché de blanc ne tenait pas en place et « dansait » impatiemment. Elle s'écoula, effrayée, lorsque Pavel courut à sa rencontre et la saisit par la bride.

— Eh bien, ma jolie capricieuse, en voilà une rencontre ! Tu t'en es donc sortie, ma toute belle !

Il étreignit tendrement le cou élancé de la jument et caressa ses naseaux frémissants. Le cavalier dévisagea Pavel, et, le reconnaissant, s'écria stupéfait :

— Mais c'est Kortchaguine !... Tu reconnais le cheval, et pas son maître.

— Séréda ! Salut, vieux frère !

A la ville, on employa les « grands moyens », ce qui eut des répercussions immédiates sur le chantier. Jarki décima le comité de district en expédiant à Boïarka les rares éléments encore disponibles. A Soloumenka, il ne resta plus que les filles. A l'Institut des ponts et chaussées, il obtint l'envoi d'un nouveau groupe d'étudiants.

A SUIVRE

Vaulx en Velin (Rhône) : l'APACS menacée par la municipalité PCF

MAIN BASSE SUR LA VILLE

● Une association d'animation culturelle qui tient à préserver son indépendance et qui s'efforce de se mettre au service des habitants, notamment les couches les plus populaires, peut-elle trouver dans une municipalité PCF un interlocuteur plus « facile » qu'une mairie de droite ? C'est un peu ce que pensaient les animateurs de l'APACS (Association pour l'Animation Culturelle et sociale) de la ZUP de Vaulx-en-Velin.

Trois ans après la fondation de l'APACS, il faut se rendre à l'évidence : la réponse est non. Aujourd'hui l'APACS est gravement menacée. En coupant les crédits, en multipliant les manœuvres en tout genre, la municipalité PCF de Vaulx-en-Velin vise à terme à étouffer l'APACS. C'est un élément important de la vie de la ZUP qui disparaîtrait en même temps que vingt personnes seraient privées d'emploi.

L'APACS joue plusieurs rôles sur la ZUP. Tout d'abord elle a pour mission de gérer et de mettre à la disposition des associations, groupements ou habitants, les locaux collectifs résidentiels. Elle met également à la disposition des associations un matériel de reproduction pour tracts et affiches, ainsi qu'un atelier de sérigraphie. Enfin, elle anime des groupes d'enfants de 12 à 16 ans et assure une formation continue destinée aux femmes.

Quant au budget de fonctionnement il dépend pour deux tiers de capitaux publics (département et État). Le tiers restant se répartit entre la municipalité (4 %), les sociétés et offices d'HLM (25 %). Cette répartition se reflète au niveau de la composition du conseil d'administration de l'APACS. Une autre structure est prévue : la commission d'animation générale formée par les associations parties prenantes de l'APACS et chargée de définir l'orientation générale de l'animation, l'utilisation et l'aménagement des locaux collectifs résidentiels.

La volonté d'étranglement financier

Le budget de 77 n'avait pas augmenté en raison de la baisse des subventions du Conseil général et de la municipalité de Vaulx. A l'occasion de la présentation du budget prévisionnel de 78, la municipalité vient de manifester plus nettement encore sa volonté d'étouffer financièrement l'APACS : retard systématique apporté à l'envoi des dossiers de subvention au fonds d'action sociale, refus de constituer un dossier de prévention spécialisée auprès de la DDASS pour l'obtention de crédits départementaux stables, refus de lever la participation des commerçants du Grand Viré (centre commercial), participation inscrite dans les baux commerciaux passés entre la municipalité propriétaire du centre et chaque commerçant. Enfin après avoir annoncé le refus de relever la subvention municipale;

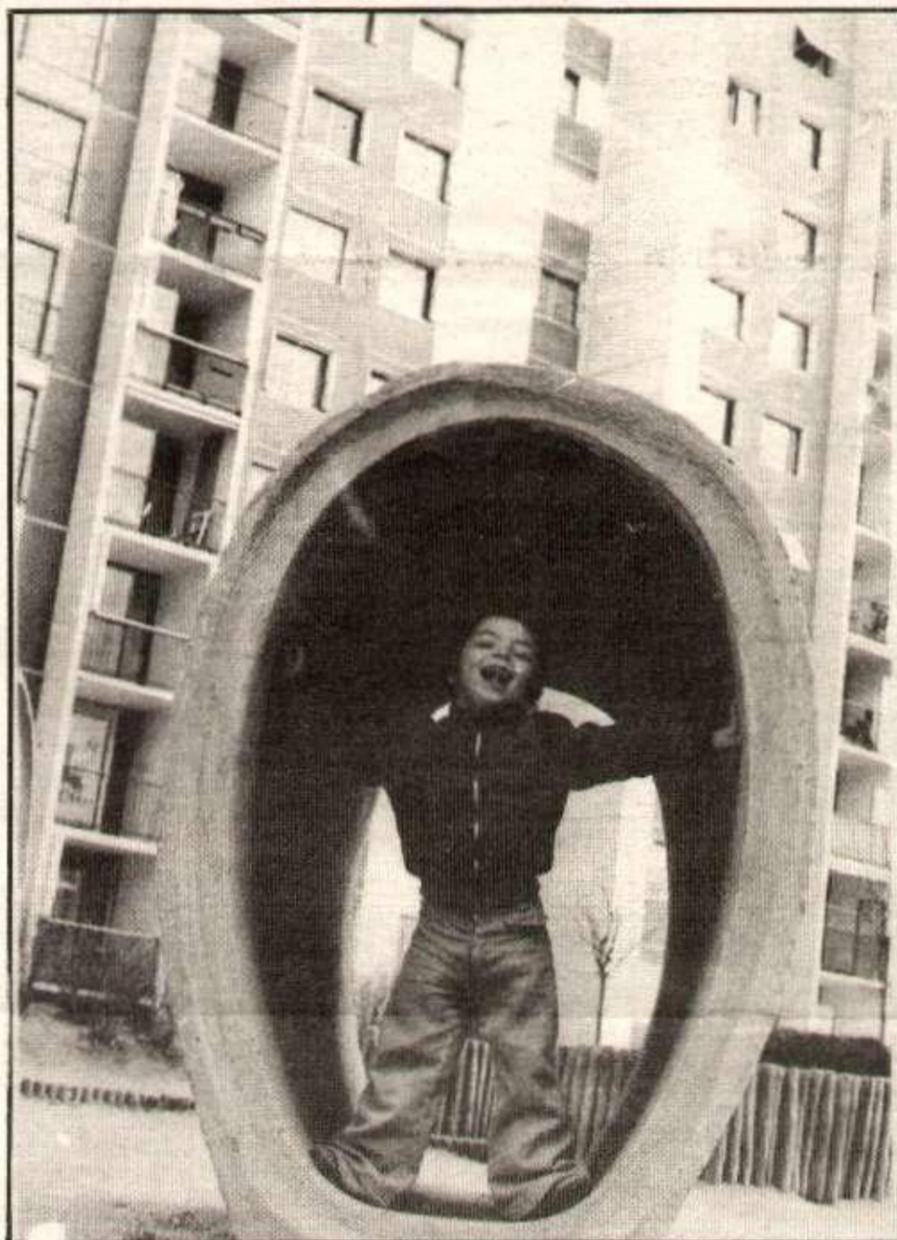
la mairie PCF a franchi un cran de plus, lors du Conseil municipal du mardi 28 février. Présentant un budget en déficit, le maire a inclus dans les rubriques non pourvues pour l'instant, la subvention à l'APACS.

Cette dernière attaque n'a pas surpris les animateurs et représentants d'associations de l'APACS présents à la réunion du conseil municipal. Dès novembre dernier, la section CFDT des personnels de l'APACS envoyait en effet une lettre ouverte au CA signalant les risques d'étouffement de leur activité. Lundi 27 février, la section CFDT tenait une conférence de presse, elle y a rappelé toutes les manœuvres de la municipalité PCF qu'elle dénonce dans un « Manifeste pour la défense des services rendus par l'APACS » signé par des membres d'associations de la ZUP, des habitants, et de nombreux travailleurs sociaux.

Les manœuvres du PCF

La municipalité PCF et les associations qui sont tenues par ce parti (Pionniers, Union des Femmes Françaises, France-URSS...) ont d'abord bloqué le fonctionnement de la C.A.G et des groupes de travail en limitant les réunions à la discussion des problèmes de l'animation pré-adolescents, en ne diffusant par certains documents, en tenant les habitants à l'écart de l'élaboration et de l'application des orientations. Ces manœuvres pour peser sur les orientations de l'APACS ayant échoué, c'est la méthode habituelle du PCF, les calomnies et informations mensongères contre les animateurs qui a prévalu : « gauchistes, réactionnaires », tout y passe...

Chargée de recruter le responsable de l'APACS, la municipalité, sur 130 candidatures présentées, n'en a examinée et retenue qu'une seule. Cette personne avait un grand mérite : elle est membre connu du PCF ! Elle s'est aussitôt mise à l'œuvre, elle a



essayé de détruire le travail d'équipe en établissant des relations individuelles avec les animateurs, ou par des pratiques telles que donner une clé d'un local à des enfants à l'insu des animateurs qui s'occupent du groupe, elle a commencé à instaurer des relations administratives entre l'APACS et les habitants.

«Vous en êtes ou vous en êtes pas?»

Pourquoi un tel acharnement contre les associations qui s'efforcent de rendre plus viable une ZUP inhumaine ? Serait-ce une question de personnes, les choses ont-elles changé avec le remplacement de l'ancien maire Many par Capiévic (tous deux du PCF) ? Pour les animateurs et les associations qui les soutiennent, le problème n'est pas là. Comme le souligne un militant CFDT : « Au début à la ZUP, le débat était possible. Mais petit à petit, chacun s'est vu mettre une étiquette. Pour la municipalité les choses se posaient en ces termes «vous en êtes ou vous

n'en êtes pas ? ». Vis-à-vis de l'APACS la question devenait non plus « qu'est-ce qu'on y fait » mais « qui va avoir le pouvoir ». Pour le PCF, il était insupportable qu'une association puisse exister en dehors de son contrôle ». L'affaire du Canard est un exemple de cette volonté de mainmise. Le Canard était le bulletin de l'APACS. Déléguant un journaliste à plein temps, la mairie en a fait une copie conforme du bulletin municipal : éditoriaux reproduisant la ligne du PCF, compte rendus de voyages dans les pays de l'Est comme le RDA faits par les associations « amies », méthodes d'enquête très particulières : un comité de locataires fait un article signalant que des appartements se dégradent, sentent le mois, le journaliste « soucieux de vérifier l'objectivité des articles » se rend, non pas dans les appartements incriminés, mais... chez le promoteur qui naturellement assure que le comité de locataires raconte des mensonges. Autre exemple : un comité de quartier organise une fête. Le journaliste n'y va pas et attend qu'on lui envoie un article. Devant une telle attitude le courrier fond à vue d'œil. Ne paraissent bientôt plus que les articles faits par

des personnes ou associations liées au PCF.

La ficelle était tellement grosse que les associations ont manifesté leur colère et que le Conseil d'Administration a coupé les crédits alloués au Canard. Depuis sort un Canard sauvage aux moyens financiers limités mais qui a le grand mérite d'être pris en main par les habitants eux-mêmes.

Deux démarches contradictoires

Si l'APACS refuse si vigoureusement la mainmise du PCF, c'est aussi parce qu'elle a une démarche vis-à-vis des habitants bien différente de celle du PCF. L'APACS s'est toujours efforcée de développer l'utilisation des locaux pour tous les habitants, y compris les groupes non reconnus, par exemple pour des fêtes de famille. Pour cela il est essentiel que les salles soient polyvalentes et non réservées à telle ou telle association. Le maire s'efforce de faire le contraire : petit à petit les locaux sont utilisés pour

des activités liées à la municipalité ; un jour le maire va voir les vieux au local d'Ecoin sous la Combe et leur demande : « Est-ce que vous n'aimeriez pas mieux avoir une salle pour vous seuls ? » Enfin, la mairie s'efforce de centraliser au maximum la gestion des salles. Si l'APACS disparaissait, il est probable que les associations tenues par le PCF monopoliseraient les salles et que beaucoup de services abrités par l'APACS seraient écartés, sous prétexte que l'alphabétisation doit être prise en charge l'Éducation Nationale, la prévention par l'État, etc. Dans son intervention auprès des jeunes, l'APACS s'efforce de toucher les enfants les plus défavorisés, ceux qui sont rebelles aux activités structurées à l'avance, aux formules stéréotypées genre centre aéré, clubs, mercredis éducatifs, proposés par la municipalité et que seuls fréquentent les enfants déjà sensibilisés par leur famille à ce type de loisirs, les enfants qui « réussissent » à l'école.

Le débat sur les structures : une stratégie de contrôle

Évitant un débat sur ces conceptions contradictoires, la municipalité préfère actuellement imposer un débat sur les structures. Grâce à la prolifération des associations dans la mouvance du PCF (où l'on retrouve en gros les mêmes personnes) elle détient la majorité dans la commission d'animation générale. Mais jusqu'ici le conseil d'administration a accepté à une large majorité les orientations proposées par l'équipe des animateurs. Aussi les municipalités sous prétexte de « démocratie » souhaitent que le CA soit désormais composé de un tiers de représentants municipaux, un tiers d'associations et un tiers des membres de droits (représentant les organismes publics financiers) ce qui assurerait une majorité au PCF. Par ailleurs la municipalité veut faire éclater l'animation en comités locaux (par quartier) la coordination étant assurée par ... les services municipaux.

Ainsi, l'enjeu de la lutte pour que vive l'APACS est d'importance. Si l'APACS disparaît, la vie associative, l'animation seront certainement contrôlées par le PCF à l'encontre des aspirations des habitants. Aussi, un certain nombre d'associations de la ZUP ont-elles engagé un travail de soutien à l'équipe d'animation que Capiévic et sa municipalité veulent liquider.